

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/30671]

1^{er} MARS 2018. — Arrêté 2017/1127 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'accompagnement, mettant en œuvre la section 4 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 20, 21, 36, alinéa 2, 40, 72, 77, et 119;

Vu l'arrêté 2007/1131 du Collège de la Commission communautaire française du 22 mai 2008 relatif à l'agrément et aux subventions accordées aux services d'accompagnement et aux services d'interprétation pour sourds;

Vu l'arrêté 2016/5 du Collège de la Commission communautaire française du 18 février 2016 pris en application de l'article 20 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 26 octobre 2017;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées du 26 octobre 2017;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, donné en séance du 8 novembre 2017;

Vu l'avis n° 62.669/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 janvier 2018 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 février 2018;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargée du Budget, donné le 19 février 2018;

Considérant le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 35 à 40, 82 et 94;

Sur la proposition de la Membre du Collège chargée de la Politique d'aide aux personnes handicapées,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales et définitions*

Article 1^{er}. L'arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée;

2° le SPFB : les services du Collège de la Commission communautaire française (Service public francophone bruxellois);

3° le Membre du Collège : le Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Politique d'aide aux personnes handicapées;

4° le service : le service d'accompagnement défini aux articles 35 à 40 du décret;

5° l'asbl : l'association sans but lucratif définie à l'article 2, 13° du décret, qui organise un service d'accompagnement;

6° l'arrêté NM : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion professionnelle;

7° le Plan Tandem : le dispositif d'aménagement de la fin de carrière professionnelle mis en place par la Convention collective de travail du 23 avril 2009 au sein de la sous-commission paritaire 319.02.

CHAPITRE 2. — *Missions**Section 1^{re}. — Missions de base*

Art. 3. Chaque service peut être agréé pour une ou plusieurs des missions de base suivantes :

1° l'accompagnement précoce pour les enfants en bas âge visé à l'article 36 du décret : il concerne les enfants jusqu'à l'âge de 7 ans et peut débuter auprès de la famille avant la naissance;

2° l'accompagnement pour les enfants et les jeunes visé à l'article 37 du décret : il concerne les enfants et les jeunes d'un âge de 2 $\frac{1}{2}$ ans à 23 ans;

3° l'accompagnement pour les adultes visé à l'article 38 du décret : il concerne les personnes à partir de l'âge de 16 ans.

Un accompagnement peut se prolonger auprès de la famille de la personne accompagnée pendant 6 mois après son décès éventuel.

Art. 4. Sur base de l'article 39, alinéa 1^{er}, du décret, les missions d'accompagnement de la personne handicapée sont mises en œuvre par le service au travers des actions suivantes :

- 1° l'aide individualisée à la personne handicapée pour concrétiser son projet de vie en tenant compte de ses capacités;
- 2° l'information individuelle et l'aide si nécessaire dans les démarches qui permettent à la personne handicapée de maintenir ou développer son autonomie et de répondre à ses besoins spécifiques;
- 3° la construction du projet individualisé avec la personne handicapée et éventuellement avec sa famille, en particulier dans le cadre de l'accompagnement précoce visé à l'article 36 du décret;
- 4° la mise en œuvre du projet individualisé prioritairement dans les milieux de vie ordinaires et inclusifs, à l'exclusion de toute intervention médicale ou paramédicale à caractère thérapeutique;
- 5° la collaboration et le soutien auprès de la famille, de l'entourage et du réseau de la personne handicapée;
- 6° la collaboration avec toute organisation pouvant contribuer à la mise en œuvre du projet individualisé, notamment si elle offre des opportunités d'inclusion;
- 7° le développement occasionnel d'activités collectives et communautaires d'information, de sensibilisation et de prévention auprès de personnes handicapées, de leurs familles, de leurs entourages ou de milieux professionnels.

Section 2. — Actions spécifiques

Art. 5. Chaque service peut être agréé pour exercer une ou plusieurs des actions spécifiques suivantes qui complètent les missions de base visées à l'article 39, alinéa 1^{er}, du décret et précisées aux articles 3 et 4 :

- 1° le support aux milieux d'accueil de la petite enfance :

Il s'agit de la participation du service à une équipe itinérante de support des milieux d'accueil de la petite enfance dans le cadre d'un accueil inclusif de la petite enfance en situation de handicap. Ces milieux d'accueil situés en Région bruxelloise sont autorisés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance dans le respect du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « ONE », et de ses arrêtés d'exécution.

- 2° la halte-accueil :

Il s'agit d'un lieu d'accueil occasionnel de jour pour enfants jusque 6 ans révolus, mis en œuvre dans le respect du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « ONE », et de ses arrêtés d'exécution.

Le lieu d'accueil tient compte des spécificités des enfants en situation de handicap accueillis. Il concourt au développement de l'enfant par des activités individuelles et collectives adaptées. Il offre aux parents un temps de répit.

- 3° l'aide à l'inclusion scolaire :

Il s'agit de l'aide à l'inclusion scolaire pour des enfants et des jeunes en situation de handicap qui suivent un enseignement maternel, primaire ou secondaire ordinaire.

Ces enfants et ces jeunes peuvent bénéficier d'un processus d'intégration scolaire mis en place par le décret de la Communauté française du 3 mars 2004 relatif à l'enseignement spécialisé.

Cette aide individuelle comprend le soutien de la personne handicapée et de son entourage dans les différentes dimensions du processus d'inclusion scolaire, l'aide à l'utilisation de matériel spécifique, la coordination ou la médiation entre les divers acteurs susceptibles d'intervenir dans le processus d'inclusion, leur sensibilisation et leur information.

- 4° l'extra-sitting :

Il s'agit de l'organisation de garde active individuelle pour des personnes handicapées, notamment des personnes de grande dépendance, à domicile ou dans un autre milieu de vie.

- 5° l'organisation d'activités de loisirs :

Il s'agit de l'organisation d'activités collectives régulières de loisirs à caractère ludique, culturel, touristique, culinaire, de détente, de bien-être, d'expression sous toutes ses formes, sans que cette liste soit limitative, et/ou de séjours adaptées pour des personnes handicapées, notamment des personnes de grande dépendance.

Certains séjours et activités peuvent se dérouler en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale.

- 6° le support aux situations critiques :

Il s'agit de l'aide à des personnes handicapées, notamment des personnes de grande dépendance, lorsqu'elles se trouvent dans des conditions mettant en danger leur personne ou celle d'autrui ou risquent une exclusion sociale ou familiale.

Cette aide peut consister, selon le cas, en un soutien de la personne handicapée, de son entourage (famille, milieu d'accueil), une aide à l'utilisation de stratégies spécifiques, une coordination ou une médiation entre les divers acteurs susceptibles d'intervenir, une sensibilisation et une mobilisation des équipes de professionnels.

- 7° le logement accompagné :

Il s'agit d'un logement dont le service est locataire ou propriétaire et qui est mis à la disposition d'une personne handicapée majeure pour une durée limitée éventuellement renouvelable dans le but d'accroître son autonomie et de soutenir son choix de lieu de vie futur.

Le projet individualisé tient compte de ces objectifs et comprend principalement des interventions individuelles menées dans le cadre de la vie quotidienne.

Section 3. — Missions conventionnées

Art. 6. Les modalités d'exercice et de subventionnement des missions conventionnées visées à l'article 40 du décret sont définies par les arrêtés du Collège qui mettent en œuvre les articles 26, 28, 29, 31, 41, 44 et 68 du décret.

CHAPITRE 3. — Normes d'agrément

Section 1^{re}. — Normes de qualité

Art. 7. Le service se soumet aux évaluations, visites et contrôles organisés par les pouvoirs publics et leur fournit tout document requis dans l'exercice de leurs missions.

Art. 8. Dans le respect des dispositions prévues à l'article 74 du décret, tout document émanant du service indique le nom du service, le nom de l'asbl s'il est différent, le numéro d'entreprise, l'adresse du siège d'activité, l'adresse du siège social si elle est différente, l'agrément accordé et la date de la rédaction du document.

Art. 9. Le service rend accessible aux personnes handicapées les documents qui leur sont destinés.

Art. 10. Le service collabore à l'évaluation scientifique externe relative à la mise en œuvre des principes du décret visée en son article 103.

Art. 11. Outre les assurances légalement obligatoires, l'asbl souscrit pour le service les assurances suivantes :

1° en responsabilité civile pour toutes les prestations posées sous sa responsabilité, y compris les manifestations extérieures, et pour les volontaires qu'elle occuperait;

2° en responsabilité pour les administrateurs de l'asbl;

3° en incendie et vol pour le bâtiment et le mobilier.

Section 2. — Normes relatives à l'infrastructure

Art. 12. Le service établit son siège d'activités sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 13. Le service dispose de locaux qui permettent :

1° de réaliser sur le lieu de son siège d'activités les missions définies aux articles 3 à 6 pour lesquelles il est agréé;

2° d'assurer un entretien individuel avec une personne handicapée permettant le respect de la confidentialité.

Art. 14. Le service assure l'accessibilité de ses locaux en tenant compte des spécificités du public accueilli.

Art. 15. Dans le cadre de l'action spécifique « logement accompagné » visée à l'article 5, 7°, si un logement est collectif, il est mis à disposition de maximum 8 personnes.

Dans ce cas, d'une part, chaque personne ou chaque couple dispose d'une chambre, et d'autre part, le logement collectif doit comprendre au moins un WC et une salle d'eau avec douche ou baignoire pour 4 occupants. Les espaces communs éventuels (salle de séjour, salle à manger, cuisine) permettent la mise en œuvre des projets individualisés de chaque habitant.

Section 3. — Normes relatives à l'organisation

Art. 16. Le service rédige un projet de service. Il précise au minimum :

1° les valeurs sur lesquelles repose les missions du service;

2° ses missions et son public cible;

3° son offre de services;

4° la description du service et ses règles de fonctionnement;

5° les méthodes d'organisation du travail pour tendre vers la réalisation du projet de vie des personnes handicapées;

6° les modalités de la participation des personnes handicapées, visée à l'article 71, 3° du décret;

7° les modalités de la participation à des actions communautaires, visée à l'article 71, 4° du décret;

8° les modalités de la mise en œuvre d'une démarche de réseau, visée à l'article 71, 5° du décret;

9° les modalités de l'évaluation du projet individualisé des personnes handicapées, en y incluant leur participation;

10° les modalités d'encadrement des actions spécifiques pour lesquelles le service est éventuellement agréé.

Ce document est établi et revu régulièrement en concertation avec les membres du personnel.

Art. 17. Le service dispose :

1° de plages horaires suffisantes pour offrir des interventions répondant aux attentes des personnes handicapées;

2° d'une adresse électronique, d'un répondeur téléphonique, d'un téléphone mobile et de tout moyen de communication adapté pour permettre aux personnes de laisser un message en dehors des heures d'ouverture du service;

3° d'un site internet régulièrement mis à jour qui présente les activités développées par le service et qui est rendu accessible au public-cible.

Section 4. — Normes relatives au personnel

Art. 18. Les membres du personnel du service correspondent aux fonctions et répondent aux conditions de diplôme qui sont déterminées par l'annexe III de l'arrêté NM.

A l'exception des services repris dans la catégorie 1 visée à l'article 25, le caractère pluridisciplinaire de l'équipe d'accompagnement est assuré.

Art. 19. Toute fonction rémunérée dans le service est incompatible avec un mandat d'administrateur au sein de l'asbl.

Art. 20. Lors du premier engagement d'un membre du personnel, le service dispose d'un extrait de casier judiciaire dont la date de délivrance ne peut être antérieure de plus de trois mois à la date de prise de fonction. Le service évalue si le membre du personnel peut exercer la fonction à laquelle il est candidat, en prenant en considération la spécificité des personnes accompagnées.

Art. 21. Le service tient un dossier individuel accessible à chaque membre du personnel concerné.

Il comprend au minimum :

- 1° le contrat de travail qui lie le service et le travailleur, et ses modifications ultérieures;
- 2° une copie des titres et diplômes utiles à la fonction;
- 3° les attestations prouvant l'ancienneté;
- 4° l'extrait de casier judiciaire visé à l'article 20;
- 5° les formations suivies par le travailleur depuis son engagement;
- 6° tout document relatif au subventionnement éventuel du travailleur par un autre pouvoir public.

Art. 22. Les volontaires effectuent leurs prestations en appui du personnel du service.

Une convention de volontariat règle leurs relations avec le service dans le respect de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

Le service conserve une copie de ces conventions individuelles.

Art. 23. Le service assure la formation continuée des membres du personnel et des volontaires en lien avec l'exercice des missions définies au chapitre II.

Section 5. — Normes relatives aux personnes handicapées

Art. 24. En application de l'article 20 du décret, la personne handicapée qui n'a pas introduit de demande d'admission au bénéfice des interventions du décret peut bénéficier des interventions réalisées dans le cadre des missions de base visées aux articles 3 et 4 et des actions spécifiques visées à l'article 5 développées par le service. Elle est prise en compte dans les nombres mentionnés à l'article 25.

Art. 25. Chaque service est agréé pour assurer l'accompagnement décrit aux articles 3 et 4 en faveur :

- d'au moins 12 personnes handicapées par an. Il est alors repris en catégorie 1;
- d'au moins 20 personnes handicapées par an. Il est alors repris en catégorie 2;
- d'au moins 40 personnes handicapées par an. Il est alors repris en catégorie 3;
- d'au moins 60 personnes handicapées par an. Il est alors repris en catégorie 4;
- d'au moins 80 personnes handicapées par an. Il est alors repris en catégorie 5.

Le service agréé pour la première fois est repris en catégorie 1.

Art. 26. Ces accompagnements se concrétisent par :

- au moins 288 interventions par an en catégorie 1;
- au moins 480 interventions par an en catégorie 2;
- au moins 960 interventions par an en catégorie 3;
- au moins 1.440 interventions par an en catégorie 4;
- au moins 1.920 interventions par an en catégorie 5.

Une intervention est toute prestation d'un membre du personnel d'accompagnement dont la durée est d'au moins 30 minutes ou deux fois 15 minutes pour la même personne, qui est en lien direct avec la personne et qui correspond à son projet individualisé.

Si l'intervention se passe en dehors des locaux du service, le temps de déplacement est inclus dans la durée de l'intervention.

Si l'intervention justifie la présence de plusieurs intervenants, elle est comptabilisée deux fois maximum.

Si au cours d'une demi-journée, l'intervention dure plus de deux heures, elle est comptabilisée deux fois.

Si au cours d'une demi-journée, l'intervention justifie la présence de plusieurs intervenants et dure plus de deux heures, elle est comptabilisée quatre fois.

L'accompagnement simultané de « x » personnes handicapées compte pour « x » interventions.

Une réunion à laquelle la personne handicapée ne participe pas, mais qui la concerne, compte pour une intervention.

Si l'intervention consiste en une visite extérieure sans la personne handicapée dans l'objectif de réaliser son projet individualisé, cette visite est comptée pour une intervention.

Art. 27. Les prestations effectuées par le service dans le cadre des actions spécifiques énumérées à l'article 5, à l'exception du logement accompagné, et des missions conventionnées visées à l'article 6 n'entrent pas en considération dans les nombres de personnes handicapées et d'interventions précisées aux articles 25 et 26.

Art. 28. L'action spécifique « support aux milieux d'accueil de la petite enfance » visée à l'article 5, 1° s'organise dans le cadre de partenariats privilégiés avec les agents référents de l'Office de la Naissance et de l'Enfance en répondant aux demandes d'information et de sensibilisation des milieux d'accueil. L'enfant en situation de handicap concerné n'est pas nécessairement identifié par le service.

Art. 29. L'action spécifique « halte-accueil » visée à l'article 5, 2° permet l'accueil simultané d'au moins 3 enfants et offre au moins 70 périodes d'accueil par an.

Une période d'accueil correspond à une demi-journée.

Art. 30. L'action spécifique « aide à l'inclusion scolaire » visée à l'article 5, 3° concerne par an :

1° soit au moins 6 personnes handicapées et se concrétise par au moins 120 interventions telles que définies à l'article 26;

2° soit au moins 12 personnes handicapées et se concrétise par au moins 240 interventions telles que définies à l'article 26;

3° soit au moins 18 personnes handicapées et se concrétise par au moins 360 interventions telles que définies à l'article 26.

La décision d'agrément du service qui exerce cette action spécifique précise le palier qu'il doit respecter.

Art. 31. L'action spécifique « extra-sitting » visée à l'article 5, 4° est mise en œuvre à raison :

1° soit d'au moins 750 heures de garde par an;

2° soit d'au moins 1.300 heures de garde par an;

3° soit d'au moins 2.800 heures de gardes par an;

dont au moins un tiers pour des personnes qui disposent du statut de grande dépendance.

La décision d'agrément du service qui exerce cette action spécifique précise le palier qu'il doit respecter.

Art. 32. L'action spécifique « organisation d'activités de loisirs » visée à l'article 5, 5° offre :

1° soit au moins 75 périodes d'activités par an;

2° soit au moins 150 périodes d'activités par an.

Une période d'activités correspond à une demi-journée ou une soirée d'activités.

Une journée complète d'activités correspond à deux périodes.

Lors d'un séjour résidentiel, une journée et une nuit correspondent à 4 périodes.

Les périodes d'activités sont comptabilisées sans tenir compte du nombre de personnes présentes.

La décision d'agrément du service qui exerce cette action spécifique précise le palier qu'il doit respecter. Elle précise également si le service l'exerce pour des personnes qui disposent du statut de grande dépendance. Dans ce cas, les activités permettent l'accueil d'au moins 6 personnes handicapées dont 2 disposent du statut de grande dépendance ou d'au moins 3 personnes handicapées qui disposent du statut de grande dépendance.

Art. 33. L'action spécifique « support aux situations critiques » visée à l'article 5, 6° concerne au moins six personnes handicapées par an.

La décision d'agrément du service qui exerce cette action spécifique précise si le service l'exerce pour des personnes qui disposent du statut de grande dépendance. Dans ce cas, les activités permettent l'aide d'au moins 6 personnes handicapées qui disposent du statut de grande dépendance.

Art. 34. L'action spécifique « logement accompagné » visée à l'article 5, 7° offre :

1° soit au moins 3 places;

2° soit au moins 5 places;

3° soit au moins 7 places;

de logement à des personnes handicapées.

La décision d'agrément du service qui exerce cette action spécifique précise le palier qu'il doit respecter.

Section 6. — Normes relatives aux relations entre le service et la personne handicapée

Art. 35. Le service rédige un règlement d'ordre intérieur. Il indique au minimum :

1° les devoirs et droits du service à l'égard de la personne handicapée;

2° les droits et devoirs de la personne handicapée;

3° l'évaluation du projet individualisé de la personne handicapée, tous les 18 mois;

4° les modalités de participation des personnes handicapées aux activités et interventions mises en œuvre par le service;

5° les modalités d'introduction des demandes d'informations et des réclamations et leur mode de traitement;

6° les mesures mises en œuvre lorsqu'un bénéficiaire contrevient aux règles de fonctionnement ou en cas de détérioration volontaire du matériel;

7° les noms de la personne chargée de la gestion journalière du service et du président du conseil d'administration;

8° les dispositions inscrites aux articles 39 à 44 en tenant compte des actions spécifiques visées à l'article 5 pour lesquelles le service est agréé;

9° les dispositions prises en application de l'article 45;

10° la mention des risques couverts par les assurances souscrites par le service;

11° les coordonnées du Service PHARE et du service d'inspection du SPFB.

Ce document est établi et revu régulièrement en concertation avec les membres du personnel et en incluant la participation des personnes handicapées.

Art. 36. Dans le cadre des missions décrites aux articles 3 et 4, une convention d'accompagnement écrite est conclue et signée entre le service et la personne handicapée.

Elle mentionne au minimum :

- 1° l'identité des parties;
- 2° la date de prise d'effet de la convention et sa durée;
- 3° les objectifs du projet individualisé;
- 4° le projet individualisé;
- 5° les modalités suivant lesquelles la convention peut être modifiée, complétée ou résiliée;
- 6° les modalités d'évaluation de la mise en œuvre de la convention; la personne handicapée participe à cette évaluation;
- 7° le montant des contributions financières visées aux articles 40 à 44, ainsi que les modalités de leur versement;
- 8° la date de signature.

Chacune des parties reçoit un exemplaire signé de la convention.

Le projet de service et le règlement d'ordre intérieur du service tels que définis aux articles 16 et 35 sont expliqués et remis contre accusé de réception à la personne handicapée.

Art. 37. La convention d'accompagnement est complétée par un avenant spécifique si le service développe complémentirement pour la personne handicapée l'une des actions spécifiques suivantes visées à l'article 5 : halte-accueil, aide à l'inclusion scolaire, support aux situations critiques, logement accompagné.

Cet avenant précise une date de prise d'effet, une durée et le montant éventuel de la contribution financière; les objectifs et le contenu du projet individualisé sont complétés.

Dans le cadre de l'action spécifique « logement accompagné » visée à l'article 5, 7°, cet avenant comprend la mise à disposition d'un logement à durée déterminée signée entre la personne handicapée et le service.

Art. 38. Dans le cadre des missions de base décrites aux articles 3 et 4 et des actions spécifiques reprises à l'article 37, un dossier individuel centralisé est ouvert au nom de la personne handicapée avec laquelle une convention est signée.

Il comprend au moins :

- 1° la demande et/ou le rapport de l'entretien initial avec la personne handicapée;
- 2° la convention d'accompagnement telle que décrite aux articles 36 et 37;
- 3° l'attestation de réception du projet de service et du règlement d'ordre intérieur par la personne handicapée lors de la signature de la convention d'accompagnement;
- 4° les données individuelles nécessaires à la mise en œuvre de la convention;
- 5° les interventions réalisées, telles que décrites à l'article 26, avec les indications du contenu, de la date et du nombre de prestations, en distinguant si elles se rapportent aux missions de base décrites aux articles 3 et 4 ou à l'une des actions spécifiques reprises à l'article 37; cette distinction n'est pas obligatoire dans le cadre de l'action spécifique « logement accompagné »;
- 6° le suivi et les évaluations de la mise en œuvre de la convention.

Art. 39. Le service ne peut conditionner ses interventions à une autre contrepartie que celles visées aux articles 40 à 44.

Art. 40. La personne handicapée participe aux frais du service avec lequel elle a conclu une convention et lui verse à cet effet une contribution financière mensuelle.

Cette contribution est comprise entre 1,70 et 17,00 €, en fonction des critères établis par le service et tient compte des ressources de l'intéressé.

Art. 41. Dans le cadre de l'action spécifique « halte-accueil » visée à l'article 5, 2°, la contribution financière ne dépasse pas les barèmes appliqués par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 42. Dans le cadre de l'action spécifique « extra-sitting » visée à l'article 5, 4°, la contribution financière est comprise entre 1,70 et 7,00 € par heure, en fonction des critères établis par le service et tient compte des ressources de l'intéressé.

Elle est complétée par les frais de déplacement de la personne assurant l'extra-sitting.

Art. 43. Dans le cadre de l'action spécifique « organisation d'activités de loisirs » visée à l'article 5, 5°, la personne handicapée prend en charge ses frais de séjour, de transports et d'activités.

Néanmoins, la contribution financière due pour une activité de loisirs grande dépendance correspond aux frais de séjour et d'activités auxquels s'ajoute par période un montant de 5 € ou de 10 € si le déplacement « domicile – lieu d'activité » est inclus.

Art. 44. Dans le cadre de l'action spécifique « logement accompagné » visé à l'article 5, 7°, la personne handicapée rembourse au service les frais d'occupation du logement mis à sa disposition et les charges courantes y afférentes.

Art. 45. La participation des personnes handicapées prévue à l'article 71, 3° du décret se traduit par un processus annuel consultatif adapté aux spécificités des personnes handicapées et déterminé par le service.

Section 7. — Normes relatives aux relations entre le service et le service PHARE

Art. 46. Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné un rapport d'activité.

Il contient au minimum :

1° des informations globalisées sur le nombre de personnes handicapées accompagnées en distinguant les missions visées aux articles 3 et 4 et chacune des actions spécifiques visées à l'article 5, telles que l'âge, le sexe, le handicap, le domicile, l'objet de l'accompagnement, les objectifs et les résultats permettant de vérifier le respect des critères précisés aux articles 29 à 34;

2° le nombre total des interventions définies à l'article 26 pour les missions visées aux articles 3 et 4;

3° l'évaluation de la mise en œuvre du projet de service visé à l'article 16;

4° les faits marquants de l'activité du service;

5° les modalités de mise en œuvre du travail en réseau conformément aux dispositions de l'article 71, 5° du décret;

6° les moyens mis en œuvre pour favoriser la participation et l'inclusion des personnes handicapées;

7° des données globalisées relatives au personnel occupé et les changements intervenus pendant l'année;

8° les modalités et les résultats de l'évaluation interne visée à l'article 102 du décret;

9° les perspectives d'évolution du service, en termes d'activités et d'organisation.

Art. 47. Le service communique au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le numéro national, les dates de début et de fin de convention d'accompagnement des personnes handicapées avec lesquelles il a signé une convention visée aux articles 36 et 37.

Le Service PHARE intègre ces informations dans les dossiers individuels des personnes handicapées dont il dispose.

Art. 48. Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel visé à l'article 18.

Pour chaque membre du personnel visé à l'article 18, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.

Art. 49. En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.

Art. 50. Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions visé à l'article 73.

Art. 51. Le SPFB fixe les modalités de la transmission des informations prévues au présent chapitre.

CHAPITRE 4. — Subventions

Section 1^{re}. — Modalités générales d'octroi des subventions

Art. 52. La subvention due à un service agréé est annuelle.

Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.

Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif visé à l'article 73.

Art. 53. L'avance mensuelle tient compte de la catégorie agréée visée à l'article 25, des actions spécifiques agréées visées à l'article 5, des missions conventionnées visées à l'article 6, de l'évolution du personnel repris à l'article 18 en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations dans les limites fixées à la section 2 du présent chapitre.

En cas de dépassement du délai fixé à l'article 48, alinéa 2, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.

Art. 54. Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.

Art. 55. Lorsque le SPFB constate que le trop perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.

Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.

Section 2. — Subvention des missions de base

Sous-section 1^{re}. — Subvention pour frais de personnel

Art. 56. La subvention annuelle des frais de personnel visé à l'article 18 et affecté aux missions de base visées aux articles 3 et 4 est limitée à tout moment de l'année aux normes suivantes :

- service de catégorie 1 : 1,5 équivalent temps plein, dont maximum 0,25 équivalent temps plein dans la fonction de direction;

- service de catégorie 2 : 2,5 équivalents temps plein, dont maximum 0,5 équivalent temps plein dans la fonction de direction;

- service de catégorie 3 : 3,5 équivalents temps plein, dont maximum 0,75 équivalent temps plein dans la fonction de direction;

- service de catégorie 4 : 4,5 équivalents temps plein, dont maximum 1 équivalent temps plein dans la fonction de direction;

- service de catégorie 5 : 5,5 équivalents temps plein, dont maximum 1 équivalent temps plein dans la fonction de direction.

Le nombre d'emplois subventionnés pour des travailleurs titulaires d'un titre de master ne peut dépasser :

- service de catégorie 1 : 0,5 équivalent temps plein;

- service de catégorie 2 : 1 équivalent temps plein;

- service de catégorie 3 : 1,5 équivalent temps plein;

- service de catégorie 4 : 2 équivalents temps plein;

- service de catégorie 5 : 3 équivalents temps plein.

Par dérogation à l'alinéa précédent, à la demande du service justifiée par le projet de service et la spécificité des personnes handicapées accompagnées, le Membre du Collège peut accorder un dépassement de ce nombre, moyennant l'avis favorable du Service PHARE.

Art. 57. La subvention couvre les frais de personnel encourus et est limitée au calcul établi sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM.

Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM.

Art. 58. La subvention couvre en outre une indemnité octroyée aux directeurs subventionnés des services agréés en catégorie 4 ou 5 selon les modalités suivantes :

1° les directeurs porteurs d'un diplôme universitaire ou assimilé au 31 décembre 2000 perçoivent une indemnité de 5 % calculée sur base de leur barème;

2° les autres directeurs perçoivent une indemnité correspondant à la différence entre leur barème et le barème d'un directeur porteur d'un diplôme universitaire.

Art. 59. Une subvention équivalente à un pour cent maximum de la subvention calculée en application des articles 56 à 58 est octroyée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.

Les frais de formation peuvent en outre concerner des frais de supervision et des frais de l'évaluation à usage interne, telle que prévue par l'article 102 du décret.

Art. 60. La subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire du Plan Tandem est attribuée sur la base du même volume de travail que celui qu'il prestait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

Le volume de prestation rémunéré du travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations, qui étaient d'un trois-quarts ou d'un temps plein, à un mi-temps, n'est pas pris en considération.

Sont considérées comme dépenses admissibles de la subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire du Plan Tandem, les frais et cotisations suivants :

1° les frais de rémunération, charges patronales et autres avantages liés au travailleur bénéficiaire du Plan Tandem, tels que définis à l'annexe V de l'arrêté NM;

2° les frais de rémunération, charges patronales et autres avantages liés au travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations à un mi-temps dans le cadre du Plan Tandem, tels que définis à l'annexe V de l'arrêté NM;

3° la cotisation versée au Fonds social « Old Timer » en application du Plan Tandem.

Sous-section 2. — Subvention pour frais généraux

Art. 61. La subvention annuelle des frais généraux est limitée aux montants suivants :

- service de catégorie 1 : 14.000,00 euros;

- service de catégorie 2 : 25.000,00 euros;

- service de catégorie 3 : 32.000,00 euros;

- service de catégorie 4 : 41.000,00 euros;

- service de catégorie 5 : 50.000,00 euros.

Art. 62. La subvention couvre les frais admissibles encourus repris à l'annexe 1^{re} du présent arrêté en rapport avec les missions de base visées aux articles 3 et 4.

Art. 63. Cette subvention peut couvrir des surcoûts salariaux de membres du personnel dépassant le nombre d'emploi fixé à l'article 56 et pris en charge partiellement par un autre pouvoir public.

Section 3. — Subvention des actions spécifiques

Art. 64. La subvention annuelle relative aux actions spécifiques visées à l'article 5 et pour lesquelles le service est agréé couvre des frais de personnel et des frais généraux qu'il a encourus selon la répartition qu'il détermine.

Art. 65. Pour l'action spécifique « support aux milieux d'accueil de la petite enfance » visée à l'article 5, 1°, la subvention est limitée à 14.000 €.

Art. 66. Pour l'action spécifique « halte-accueil » visée à l'article 5, 2°, la subvention est limitée à 16.000 €.

Si le service ne peut justifier 90 % des nombres de personnes et d'interventions repris à l'article 29, la subvention est réduite à due concurrence.

Art. 67. Pour l'action spécifique « aide à l'inclusion scolaire » visée à l'article 5, 3°, la subvention est limitée aux montants suivants :

- dans le cadre de l'article 32, 1° : 18.000 €;
- dans le cadre de l'article 32, 2° : 36.000 €;
- dans le cadre de l'article 32, 3° : 54.000 €.

Si le service ne peut justifier 90 % des nombres de personnes et d'interventions repris à l'article 30, la subvention est réduite à due concurrence.

Art. 68. Pour l'action spécifique « extra-sitting » visée à l'article 5, 4°, la subvention est limitée aux montants suivants :

- dans le cadre de l'article 33, 1° : 80.000 €;
- dans le cadre de l'article 33, 2° : 140.000 €;
- dans le cadre de l'article 33, 3° : 180.000 €.

Si le service ne peut justifier 90 % des nombres d'heures repris à l'article 31, la subvention est réduite à due concurrence.

Art. 69. Pour l'action spécifique « organisation d'activités de loisirs » visée à l'article 5, 5°, la subvention est limitée aux montants suivants :

- dans le cadre de l'article 34, 1° : 30.000 €;
- dans le cadre de l'article 34, 2° : 52.000 €.

Si le service est agréé pour accueillir des personnes qui disposent du statut de grande dépendance, ces montants sont triplés.

Si le service ne peut justifier 90 % des nombres d'heures repris à l'article 32, la subvention est réduite à due concurrence.

Art. 70. Pour l'action spécifique « support aux situations critiques » visée à l'article 5, 6°, la subvention est limitée à 33.000 €.

Si le service est agréé pour aider des personnes qui disposent du statut de grande dépendance, ce montant est porté à 99.000 €.

Si le service ne peut justifier 90 % des nombres de personnes aidées repris à l'article 33, la subvention est réduite à due concurrence.

Art. 71. Pour l'action spécifique « logement accompagné » visée à l'article 5, 7°, la subvention est limitée aux montants suivants :

- dans le cadre de l'article 36, 1° : 12.000 €;
- dans le cadre de l'article 36, 2° : 20.000 €;
- dans le cadre de l'article 36, 3° : 30.000 €.

Art. 72. La partie de la subvention des actions spécifiques qui couvre des frais de personnel respecte les dispositions des articles 57 et 60.

La partie de la subvention des actions spécifiques qui couvre des frais généraux comprend des frais admissibles repris à l'Annexe 1^{re} du présent arrêté et éventuellement des surcoûts salariaux de membres du personnel pris en charge partiellement par un autre pouvoir public.

Section 4. — Dossier justificatif des subventions

Art. 73. Le dossier justificatif comprend les pièces suivantes :

1° en ce qui concerne les frais de personnel :

- les comptes individuels des travailleurs;
- l'attestation C 450 bis de l'Office national de sécurité sociale;
- l'attestation du SPF Finances prouvant le paiement du précompte professionnel;
- le décompte définitif de l'assurance-loi;
- le décompte définitif de la médecine du travail;
- un tableau récapitulatif des frais de formation du personnel indiquant le personnel concerné, la nature des formations suivies et leur coût;

2° en ce qui concerne les frais généraux (y compris les surcoûts salariaux subventionnables en vertu des articles 63 et 72, alinéa 2) :

- la balance générale;
- les tableaux des amortissements des actifs immobilisés et des dons et subsides en capital;
- le grand livre ou historique des comptes généraux.

Le SPFB peut compléter la liste des pièces sollicitées et demander notamment toutes les pièces justificatives qui justifient les écritures comptables.

Art. 74. Le dossier justificatif distingue :

- les frais relatifs au personnel des missions visées aux articles 3 et 4;
- les frais généraux des missions visées aux articles 3 et 4, ainsi que l'ensemble des frais relatifs aux actions spécifiques visées à l'article 5 pour lesquelles le service est éventuellement agréé;
- les frais de formation relatifs au personnel des missions visées aux articles 3 et 4.

Art. 75. Le SPFVB vérifie le dossier justificatif. Il établit la différence entre la somme des avances versées et le montant de la subvention due.

Il soumet une proposition de décision au service dans les six mois de la réception du dossier justificatif à condition que le dossier soit complet et suffisant. A partir de la date de réception de cette proposition, le service dispose d'un délai de six semaines pour communiquer ses observations. A défaut de réponse dans ce délai, la proposition du SPFVB est considérée comme acceptée.

Dans un délai de six semaines suivant la date de réception de ces observations, le SPFVB transmet le décompte définitif de la subvention.

Art. 76. Les contributions financières sont déduites de la subvention à l'exception de celles visées à l'article 40.

CHAPITRE 5. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 77. Sont abrogés :

1° l'arrêté 2007/1131 du Collège de la Commission communautaire française du 22 mai 2008 relatif à l'agrément et aux subventions accordées aux services d'accompagnement et aux services d'interprétation pour sourds;

2° l'arrêté 2016/5 du Collège de la Commission communautaire française du 18 février 2016 pris en application de l'article 20 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

CHAPITRE 6. — *Dispositions transitoires*

Art. 78. Les services agréés au 31 décembre 2017 restent agréés à partir du 1^{er} janvier 2018 sur base du tableau repris en annexe 2.

CHAPITRE 7. — *Dispositions finales*

Art. 79. Les montants repris dans le présent arrêté sont liés à l'indice-santé de référence de décembre 2017.

A partir du 1^{er} janvier 2019, ils sont adaptés annuellement chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{montant de base} \times \text{indice-santé de décembre de l'année antérieure}}{\text{indice-santé de décembre 2017}}$$

Art. 80. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018 :

- 1° la section 4 du chapitre 4 du décret;
- 2° l'article 82 du décret;
- 3° pour les services visés à l'article 35 du décret : les articles 70, 71, 72, 74, 75, 77, 94, 95 et 102 du décret;
- 4° le présent arrêté.

Art. 81. La Membre du Collège est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} mars 2018.

Par le Collège :

La Ministre-Présidente du Collège,
F. LAANAN

La Ministre, Membre du Collège
chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,
C. FREMAULT

Annexe 1^{re} de l'arrêté 2017/1127 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'accompagnement, mettant en œuvre la section 4 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

DEPENSES ADMISSIBLES POUR LA JUSTIFICATION DES FRAIS GENERAUX DES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT

61. SERVICES ET BIENS DIVERS
6110. Soins
61100. Achats de biens pharmaceutiques - produits courants
61101. Achats de petit matériel de soin
61110. Achats de matériel didactique (remboursable)
61111. Achats de matériel didactique (non remboursable)
61112. Achats de matières premières pour activités artisanales
61113. Achats d'autres biens non personnalisés pour éducation, thérapie et activités spécifiques hors loisirs

61120. Achats de biens non personnalisés pour loisirs hors vacances
61126. Achats de services non personnalisés pour loisirs hors vacances
61130. Locations (y compris charges locatives)
61131. Transports
61132. Loisirs (y compris alimentation)
61133. Vacances achetées
61150. Achats de petit matériel de cuisine
6117. Lingerie
61170. Achats de petit matériel et fournitures de literie
61171. Achats de linge de maison
61180. Achats de produits pour la buanderie
612. Frais de gestion du personnel
61201. Frais de formation
61224. Abonnements aux revues professionnelles et documentation
61260. Secrétariat social extérieur
613. Loyers et charges locatives
61300. Loyers immeubles
61301. Redevances emphytéotiques
61302. Charges locatives immeubles
61303. Location matériel et équipement
614. Energie
61400. Mazout de chauffage
61401. Electricité
61402. Gaz
61403. Eau
615. Entretien et réparations – achats
6152. Terrains et constructions
61520. Nettoyage
61521. Entretien et réparations extérieurs des bâtiments
61522. Entretien et réparations intérieurs des bâtiments
64523. Entretien de jardins
61530. Entretien et réparations installations techniques
61531. Entretien et réparations installations et équipement de cuisine
61532. Entretien et réparations matériel de buanderie
61533. Entretien et réparations équipement non médical ou paramédical
61535. Entretien et réparations matériel et outillage d'entretien (y compris location du petit outillage)
61540. Entretien et réparations mobilier
61541. Entretien et réparations matériel de bureau
61542. Entretien et réparations matériel informatique
616. Entretien et réparations - services extérieurs
6162. Terrains et constructions
61620. Nettoyage
61621. Entretien et réparations extérieurs des bâtiments
61622. Entretien et réparations intérieurs des bâtiments
61623. Entretien de jardins
6163. Installations
61630. Entretien et réparations installations techniques

61631. Entretien et réparations installations et équipements de cuisine
61632. Entretien et réparations installations et équipements de buanderie
61633. Entretien et réparations équipement non médical ou paramédical
61635. Entretien et réparations matériel et outillage d'entretien
61639. Contrôles obligatoires opérés par des tiers
6164. Mobilier et matériel roulant
61640. Entretien et réparations mobilier
61641. Entretien et réparation matériel de bureau
61642. Entretien et réparation matériel informatique
61643. Entretien et réparations matériel roulant
617. Assurances
61701. Assurances et responsabilité civile personnes handicapées et personnel
61702. Assurances vol, incendie et dégâts
61705. Assurances voitures et véhicules de l'institution
61707. Assurances omnium missions
61708. Autres assurances
618. Transports, déplacements
61800. Carburant pour véhicules de service
61801. Locations de véhicules de service
61802. Frais de réunion
61803. Frais de mission (1)
619. Autres frais de gestion générale
6190. Fournitures de bureau
61900. Fournitures de bureau
61901. Fournitures informatiques
61902. Frais de réunions et de réception
6191. Téléphone, fax et frais postaux
61910. Téléphone, fax, internet, minitel
61911. Frais postaux
6192. Rétribution de tiers
61920. Services informatiques extérieurs (autres qu'entretiens et réparations)
61921. Honoraires comptables externes
61923. Honoraires avocats et notaires
61924. Autres honoraires
61926. Publicité, annonces et insertions
61927. Frais d'affiliation à divers organismes
62. REMUNERATIONS, CHARGES SOCIALES ET AUTRES FRAIS DE PERSONNEL (2)
6200. Rémunérations personnel
6210. Cotisations patronales ONSS
6220. Assurance-loi
6231. Chemin du travail
6232. Médecine du travail
63. AMORTISSEMENTS
630. Dotations aux amortissements
6300. Amortissements sur frais de premier établissement
6301. Dotation aux amortissements sur immobilisations incorporelles

6302. Dotation aux amortissements sur constructions
6303. Dotation aux amortissements sur installations
6304. Dotation aux amortissements sur mobilier et matériel roulant
6305. Dotation aux amortissements sur immobilisations détenues en locations, financements et droits similaires
6306. Dotation aux amortissements sur autres immobilisations corporelles
64. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION
640. Charges fiscales d'exploitation
64000. Précompte immobilier
64010. Taxe sur le patrimoine des ASBL
64030 Taxes de circulation
64040 Taxe et redevances radio-TV
64050. Taxes locales (immondices, égouts, etc.)
65. CHARGES FINANCIERES
650. Charges des dettes
6500. Charges des dettes à long terme
65001. Charges financières sur dettes de location - financement et assimilés
65002. Charges financières sur dettes à long terme
6501. Charges des dettes à court terme
65010. Intérêts d'emprunts dus aux retards de subventionnement
65011. Charges financières sur dettes à court terme
656. Charges financières diverses
65600. Frais bancaires
669. Charges sur exercices antérieurs
669031. Rattrapage sur exercices antérieurs
6691. Services et biens divers (à subdiviser comme les comptes 61)
6693. Amortissements (à subdiviser comme les comptes 63)
6694. Autres charges d'exploitation (à subdiviser comme les comptes 64)
6695. Charges financières (à subdiviser comme les comptes 65)

(1) lorsqu'il s'agit de frais de mission en véhicule privé : sur base de l'indemnité kilométrique établie annuellement par le pouvoir public fédéral en application de l'Arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

(2) pour le personnel pris en charge partiellement par un autre pouvoir public et pour le personnel engagé dans le cadre des actions spécifiques visées à l'article 5.

Vu pour être annexé à l'arrêté 2017/1127 du 1^{er} mars 2018.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

La Ministre-Présidente du Collège,

F. LAANAN

La Ministre, Membre du Collège
chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,

C. FREMAULT

Annexe 2 de l'arrêté 2017/1127 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'accompagnement, mettant en œuvre la section 4 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT AGREES AU 1^{er} JANVIER 2018
MISSIONS PRINCIPALES ET ACTIONS SPECIFIQUES

SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT - Agréments au 01/01/2018						
n° Entreprise	Dénomination	Missions principales				Dates de fin d'agrément
		Catégorie art. 29	Enfants en bas âge art. 3, 1 ^o	Enfants en âge scolaire art. 3, 2 ^o	Adultes art. 3, 3 ^o	
433198733	La Braise	3		x	x	30/06/2020
402992834	Ligue Braille	3		x	x	30/06/2020
406570550	ONA	3		x	x	30/06/2020
455030166	Réci-Bruxelles	3	x	x		30/06/2020
459260158	SAHAM	2			x	30/06/2020
472808187	SUSA-Bruxelles	4	x	x	x	30/06/2020
433820325	Triangle-Bruxelles	3	x	x		30/06/2020
449178987	Escale	2			x	30/06/2020
458328265	Famisol	3	x	x		30/06/2020
456072620	SAB	2			x	30/06/2020
442220723	Transition	4		x	x	30/06/2020
419728502	La Vague	3	x	x	x	30/06/2020
433484783	La Maison des Pilifs	3		x	x	30/06/2020
422466870	SISAHM	3		x	x	30/06/2020
415999643	Bataclan	3		x	x	30/06/2020
451682775	SAPHAM	4	x	x	x	30/06/2020
867514055	Les Tof-Services	3		x	x	31/03/2019
457928288	Ricochet	2			x	31/03/2020
841604563	Madras	2		x	x	14/12/2021
836246896	Saphir-Bruxelles	3	x	x		30/06/2022
836246896	L'Entre-Temps	1		x		31/10/2022
478230190	Info-Sourds	1			x	31/10/2018
408551132	Emergence	1		x	x	31/08/2022
811085591	Vivre et Grandir	1		x	x	30/06/2018
479458330	Cap Idéal	1			x	30/06/2019

SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT - Agréments au 01/01/2018	
Actions spécifiques	
n° Entreprise	Cap Idéal
479458330	Dénomination
	Support aux milieux d'accueil de la petite enfance art. 30
	Halte accueil art. 31
	Inclusion scolaire min 120 interv pour min 6 PH art. 32, 1°
	Inclusion scolaire min 240interv pour min 12 PH art. 32, 2°
	Inclusion scolaire min 360 interv pour min 18 PH art. 32, 3°
	Extra-sitting min. 750 h. art. 33, 1°
	Extra-sitting min. 1300 h. art. 33, 2°
	Extra-sitting min. 2800 h. art. 33, 3°
×	Organisation loisirs 75 périodes art. 34, 1°
	Organisation loisirs 150 périodes art. 34, 2°
	Organisation loisirs grande dépendance 75 périodes art. 34 GD
	Organisation loisirs grande dépendance 150 périodes art. 34 GD
	Support situations critiques min. 6 pers art. 35
	Support situations critiques min. 6 PSGD art. 35 GD
	Logement 3 à 4 pers. art. 36, 1°
	Logement 5 à 6 pers. art. 36, 2°
	Logement min. 7 pers. art. 36, 3°

Vu pour être annexé à l'arrêté 2017/1127 du 1^{er} mars 2018.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

La Ministre-Présidente du Collège,

F. LAANAN

La Ministre, Membre du Collège chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,

C. FREMAULT

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/30671]

1 MAART 2018. — Besluit 2017/1127 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de begeleidingsdiensten, tot uitvoering van afdeling 4 van hoofdstuk 4 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, artikelen 20, 21, 36, 2de lid, 40, 72, 77 en 119;

Gelet op het besluit 2007/1131 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 mei 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor begeleiding en de diensten voor dovenvertolking;

Gelet op het besluit 2016/5 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 februari 2016 in toepassing van artikel 20 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van 26 oktober 2017;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap van 26 oktober 2017;

Gelet op het advies van de afdeling "Gehandicapte personen" van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op de zitting van 8 november 2017;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 februari 2018;

Gelet op het akkoord van het collegelid bevoegd voor Begroting, gegeven op 19 februari 2018;

Gelet op advies nr. 62 669/4 van de Raad van State, gegeven op 29 januari 2018 in toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, artikels 35 tot 40, 82 en 94;

Op voorstel van het collegelid belast met het beleid inzake Bijstand aan personen met een handicap,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen en definities*

Artikel 1. Het besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van onderhavig besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap;

2° de SPFB : de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie (Service Public Francophone bruxellois);

3° Het Collegelid : het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met het beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap;

4° de dienst : de begeleidingsdienst bepaald in artikels 35 tot 40 van het decreet;

5° de vzw : de vereniging zonder winstoogmerk, bepaald in artikel 2, 13° van het decreet, die een begeleidingsdienst inricht;

6° het NM-besluit : besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling;

7° het Plan Tandem : de voorziening voor de inrichting van het einde van de loopbaan die tot stand gebracht is door de Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 2009 binnen het paritair subcomité 319.02.

HOOFDSTUK 2. — *Opdrachten*

Afdeling 1. — Basisopdrachten

Art. 3. Elke dienst kan voor een van de volgende basisopdrachten erkend worden :

1° vroegtijdige begeleiding voor jonge kinderen, bedoeld in artikel 36 van het decreet : dit betreft de kinderen tot 7 jaar oud en kan voorafgaand aan de geboorte van start gaan bij het gezin;

2° begeleiding voor kinderen en jongeren, bedoeld in artikel 37 van het decreet : dit betreft kinderen en jongeren met een leeftijd van 2 $\frac{1}{2}$ tot 23 jaar;

3° begeleiding voor volwassenen, bedoeld in artikel 38 van het decreet : dit betreft personen met een leeftijd van ten minste 16 jaar.

Een begeleiding bij het gezin van de begeleide persoon kan verlengd worden gedurende 6 maand na diens eventueel overlijden.

Art. 4. Op basis van artikel 39, lid 1 van het decreet worden de opdrachten ter begeleiding van personen met een handicap via de volgende acties door de dienst uitgevoerd :

1° geïndividualiseerde hulp aan de persoon met een handicap om diens levensproject concreet vorm te geven, rekening houdend met zijn of haar capaciteiten;

2° verstrekken van informatie en hulp, op individuele wijze en indien nodig, bij de stappen die de persoon met een handicap kan ondernemen om zijn of haar zelfredzaamheid te behouden of te ontwikkelen en aan zijn of haar specifieke behoeften beantwoorden;

3° het samenstellen van een geïndividualiseerd project met de persoon met een handicap en eventueel diens gezin, in het bijzonder in het kader van de vroegtijdige begeleiding bedoeld in artikel 36 van het decreet;

4° de uitvoering van het geïndividualiseerd project, hoofdzakelijk in gewone en inclusieve leefomgevingen, met uitzondering van elke medische of paramedische interventie met therapeutisch karakter;

5° de samenwerking en steun bij het gezin, de omgeving en het netwerk van personen met een handicap;

6° de samenwerking met elke organisatie die kan bijdragen tot de uitvoering van het geïndividualiseerd project, met name als deze samenwerking mogelijkheden tot inclusie biedt;

7° de occasionele ontwikkeling van gezamenlijke activiteiten, uitgaande van de gemeenschap, ter informatie, sensibilisering en preventie van personen met een handicap, hun gezinnen, hun omgeving of werkomgeving.

Afdeling 2. — Specifieke voorwaarden

Art. 5. Elke dienst kan erkend worden om een of meerdere van de volgende specifieke acties, die de basisopdrachten bedoeld in artikel 39, lid 1 van het decreet en gepreciseerd in artikels 3 en 4 aanvullen, uit te voeren :

1° de ondersteuning van de kinderopvangvoorzieningen :

Het betreft de participatie van de dienst in een team op het terrein dat de kinderopvangvoorzieningen ondersteunt in het kader van een inclusieve opvang van jonge kinderen met een handicap. Deze opvangvoorzieningen, die in het Brussels Gewest gelegen zijn, zijn erkend door het Office de la Naissance et de l'Enfance met behoud van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van het Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort als "ONE", en diens uitvoeringsbesluiten.

2° de opvanghalte :

Dit is een gelegenheidsdagopvang voor kinderen tot en met 6 jaar die uitgevoerd wordt met behoud van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van het Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort als "ONE", en diens uitvoeringsbesluiten.

De opvangvoorziening houdt rekening met de specifieke kenmerken van de kinderen met een handicap die opgevangen worden. De opvang draagt via aangepaste individuele en collectieve activiteiten bij tot de ontwikkeling van het kind. Het biedt de ouders een adempauze.

3° hulp bij inclusie op school :

Dit is hulp bij inclusie op school voor kinderen en jongeren met een handicap die kleuterschool, basisschool of middelbare school lopen.

Deze kinderen en jongeren kunnen een integratieproces krijgen op school, ingevoerd door het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 betreffende het bijzonder onderwijs.

Deze individuele steun bestaat uit het ondersteunen van de persoon met een handicap en diens omgeving bij de verschillende aspecten van het proces van inclusie op school, het bieden van hulp bij het gebruiken van het specifieke materiaal, het coördineren en bemiddelen tussen de verschillende actoren die mogelijk bij het inclusieproces betrokken zijn en ook het sensibiliseren en informeren van deze actoren.

4° extra-sitten :

Dit is het organiseren van een individuele actieve oppas voor personen met een handicap, met name de personen met een zware zorgbehoefte, bij hen thuis of in een andere leefomgeving.

5° het organiseren van vrijetijdsbesteding :

Dit is het regelmatig organiseren van gemeenschappelijke vrijetijdsbestedingsactiviteiten met een ludiek, cultureel, toeristisch, culinair karakter of een welzijns- of ontspanningskarakter, in alle vormen, zonder dat deze lijst limitatief is, en/of van aangepaste verblijven voor personen met een handicap, met name voor personen met een zware zorgbehoefte.

Bepaalde verblijven en activiteiten kunnen buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest plaatsvinden.

6° steun bij kritieke situaties :

Dit is hulp voor personen met een handicap, met name personen met een zware zorgbehoefte, wanneer zij zich in omstandigheden bevinden die hun persoon of een ander in gevaar brengen of wanneer sociale of familiale uitsluiting dreigt.

Deze hulp kan, afhankelijk van het geval, bestaan uit ondersteuning van de persoon met een handicap, zijn of haar omgeving (gezin, opvangvoorziening), ondersteuning bij het aanwenden van specifieke strategieën, het coördineren of bemiddelen tussen de verschillende mogelijk ondersteunende actoren, het sensibiliseren en het mobiliseren van de teams van beroepsmensen.

7° de begeleide woning :

Dit is een woning waarvan de dienst huurder of eigenaar is en die voor een mogelijk hernieuwbare periode ter beschikking wordt gesteld van een meerderjarige persoon met een handicap, met de bedoeling zijn of haar zelfredzaamheid te verbeteren en hem of haar te steunen in de keuze voor een toekomstige woonplaats.

Het geïndividualiseerd project houdt rekening met deze doelstellingen en omvat voornamelijk individuele ondersteuning in het kader van het dagelijks leven.

Afdeling 3. — Geconventioneerde opdrachten

Art. 6. De modaliteiten voor de uitoefening en de subsidiëringwijze van de geconventioneerde opdrachten zoals bedoeld in artikel 40 van het decreet worden bepaald door de besluiten van het College die uitvoering geven aan de artikels 26, 28, 29, 31, 41, 44 en 68 van het decreet.

HOOFDSTUK 3. — *Erkenningsnormen**Afdeling 1. — Kwaliteitsnormen*

Art. 7. De dienst onderwerpt zich aan de evaluaties, bezoeken en controles die door de overheden georganiseerd worden en verstrekt hen ieder document dat voor de uitoefening van hun opdrachten vereist is.

Art. 8. In naleving van de bepalingen die in artikel 74 van het decreet bepaald zijn, vermeldt ieder document dat van de dienst afkomstig is de naam van de dienst, de naam van de vzw indien die verschillend is, het ondernemingsnummer, het adres van de activiteitenzetel, het adres van de maatschappelijke zetel indien die verschillend is, de verleende erkenning en de datum van opstelling van het document.

Art. 9. De dienst verschaft aan de gehandicapte personen toegang tot de documenten die voor hen bestemd zijn.

Art. 10. De dienst werkt mee aan de externe wetenschappelijke evaluatie betreffende de uitvoering van de beginselen van het decreet, bedoeld in diens artikel 103.

Art. 11. Naast de wettelijk verplichte verzekeringen sluit de vzw voor de dienst de volgende verzekeringen af :

- 1° burgerlijke aansprakelijkheid voor alle prestaties die onder haar verantwoordelijkheid verricht worden, met inbegrip van de externe samenkomsten, en voor de vrijwilligers die ze tewerkstelt;
- 2° aansprakelijkheid voor de bestuurders van de vzw;
- 3° brand en diefstal voor het gebouw en het meubilair.

Afdeling 2. — Normen in verband met de infrastructuur

Art. 12. De dienst vestigt zijn activiteitenzetel op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 13. De dienst beschikt over lokalen waar :

- 1° op de plaats van zijn activiteitenzetel de opdrachten die in de artikelen 3 tot 6 omschreven zijn en waarvoor hij erkend is, tot stand gebracht kunnen worden;
- 2° een individueel gesprek met een gehandicapte persoon verzorgd kan worden, waarbij de vertrouwelijkheid gerespecteerd kan worden.

Art. 14. De dienst verzorgt de toegankelijkheid van zijn lokalen door rekening te houden met de specifieke kenmerken van de doelgroep die hij ontvangt.

Art. 15. In het kader van de specifieke actie "begeleid wonen", bedoeld in artikel 5, 7°, wordt een woning wanneer deze gemeenschappelijk is ter beschikking gesteld van maximaal 8 personen.

In dit geval beschikt ieder persoon of elk koppel enerzijds over een kamer en moet de gemeenschappelijke woning anderzijds per vier bewoners ten minste één WC en één badkamer met douche of badkuip bevatten. De eventuele gemeenschappelijke ruimten (woonkamer, eetkamer, keuken) maken het mogelijk om de geïndividualiseerde projecten van elke bewoner uit te voeren.

Afdeling 3. — Normen in verband met de organisatie

Art. 16. De dienst stelt een dienstenplan op. Dit plan verduidelijkt ten minste :

- 1° de waarden waarop de dienstverleningsopdrachten gebaseerd zijn;
 - 2° de opdrachten en het doelpubliek van de dienst;
 - 3° het dienstenaanbod;
 - 4° de beschrijving van de dienst en diens werkingsregels;
 - 5° de methoden voor de organisatie van het werk, met de bedoeling het levensproject van de personen met een handicap te verwezenlijken;
 - 6° de modaliteiten voor de participatie van de gehandicapte personen, bedoeld in artikel 71, 3° van het decreet;
 - 7° de modaliteiten voor de participatie aan gemeenschapsacties, bedoeld in artikel 71, 4° van het decreet;
 - 8° de modaliteiten voor de verwezenlijking van een netwerk, bedoeld in artikel 71, 5° van het decreet;
 - 9° de evaluatiemodaliteiten van het geïndividualiseerd project van de gehandicapte personen, waar zijzelf bij betrokken worden;
 - 10° de modaliteiten voor de omkadering van de specifieke acties waarvoor de dienst eventueel erkend is.
- Dit document wordt opgesteld en regelmatig herzien in overleg met de personeelsleden.

Art. 17. De dienst beschikt over :

- 1° voldoende tijdvensters om ondersteuning te bieden die beantwoordt aan de verwachtingen van de gehandicapte personen;
- 2° een elektronisch adres, een antwoordapparaat, een mobiele telefoon en elk aangepast communicatiemiddel dat de personen toelaat een boodschap achter te laten buiten de openinguren van de dienst;
- 3° een website die regelmatig wordt geüpdatet, die de activiteiten die door dienst worden ontwikkeld voorstelt en die toegankelijk is voor de doelgroep.

Afdeling 4. — Normen in verband met het personeel

Art. 18. De personeelsleden van de dienst stemmen overeen met de functies en beantwoorden aan de diplomaverenissen die worden bepaald door bijlage III van het NM-besluit.

Met uitzondering van de diensten uit categorie 1 zoals bedoeld in artikel 25 wordt het multidisciplinair karakter van het begeleidingsteam verzekerd.

Art. 19. Iedere bezoldigde functie binnen de dienst is onverenigbaar met een bestuurdersmandaat binnen de vzw.

Art. 20. Bij de eerste indienstneming van een personeelslid beschikt de dienst over een uittreksel uit het strafregister, waarvan de afgiftedatum niet meer dan drie maanden aan de indiensttredingsdatum mag voorafgaan. De dienst evalueert of het personeelslid de functie waarvoor hij of zij zich kandidaat stelt mag uitoefenen en neemt daarbij de specifieke kenmerken van de begeleide personen in aanmerking.

Art. 21. De dienst houdt een individueel dossier bij dat voor elk betrokken personeelslid toegankelijk is.

Dit dossier bevat ten minste :

- 1° de arbeidsovereenkomst die de dienst en de werknemer aan elkaar verbindt, met inbegrip van de latere wijzigingen hiervan;
- 2° een kopie van de titels en diploma's die nuttig zijn voor de functie;
- 3° de attesten die anciënniteit aantonen;
- 4° het uittreksel uit het strafregister bedoeld in artikel 20;
- 5° de opleidingen die door de werknemer gevolgd zijn sinds zijn of haar aanwerving;
- 6° elk document in verband met de eventuele subsidiëring van de werknemer door een andere overheid.

Art. 22. De vrijwilligers voeren hun activiteiten uit ter ondersteuning van het personeel van de dienst.

Een vrijwilligersovereenkomst regelt hun verhoudingen met de dienst conform de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

De dienst bewaart een afschrift van de individuele overeenkomsten.

Art. 23. De dienst staat in voor de voortgezette opleiding van de personeelsleden en de vrijwilligers in verband met de uitoefening van de opdrachten bepaald in hoofdstuk II.

Afdeling 5. — Normen in verband met de gehandicapte personen

Art. 24. In toepassing van artikel 20 van het decreet kan de persoon met een handicap die geen aanvraag tot erkenning voor ondersteuning uit het decreet heeft ingediend een beroep doen op ondersteuning in het kader van de basisopdrachten zoals bedoeld in artikelen 3 en 4 en van de specifieke acties, bedoeld in artikel 5, die door de dienst ontwikkeld zijn. Deze ondersteuning wordt in aanmerking genomen in de aantallen die in artikel 25 vermeld zijn.

Art. 25. Elke dienst wordt erkend voor het verzorgen van de begeleiding die in de artikelen 3 en 4 omschreven wordt, en dit ten gunste van :

- minstens 12 personen met een handicap per jaar. Dan behoort deze dienst tot categorie 1;
- minstens 20 personen met een handicap per jaar. Dan behoort deze dienst tot categorie 2;
- minstens 40 personen met een handicap per jaar. Dan behoort deze dienst tot categorie 3;
- minstens 60 personen met een handicap per jaar. Dan behoort deze dienst tot categorie 4;
- minstens 80 personen met een handicap per jaar. Dan behoort deze dienst tot categorie 5.

De dienst die voor de eerste keer wordt erkend, behoort tot categorie 1.

Art. 26. Deze begeleidingen worden concreet vertaald in :

- minstens 288 ondersteuning per jaar in categorie 1;
- minstens 480 ondersteuning per jaar in categorie 2;
- minstens 960 ondersteuning per jaar in categorie 3;
- minstens 1 440 ondersteuning per jaar in categorie 4;
- minstens 1.920 ondersteuning per jaar in categorie 5.

Een ondersteuning is elke prestatie van een begeleidend personeelslid met een duur van minstens 30 minuten of twee maal 15 minuten voor dezelfde persoon, die rechtstreeks verband houdt met de persoon en overeenstemt met zijn of haar geïndividualiseerd project.

Indien de ondersteuning buiten de lokalen van de dienst plaatsvindt, wordt de duur van de verplaatsing in de duur van de ondersteuning meegerekend.

Indien de ondersteuning de aanwezigheid van meerdere dienstverleners rechtvaardigt, wordt deze maximaal twee keer verrekend.

Indien de ondersteuning gedurende een halve dag meer dan twee uur duurt, wordt deze twee keer verrekend.

Indien de ondersteuning gedurende een halve dag de aanwezigheid van meerdere dienstverleners rechtvaardigt en meer dan twee uur duurt, wordt deze vier keer verrekend.

De gelijktijdige begeleiding van "x" gehandicapte personen telt voor "x" ondersteuning.

Een vergadering waar de persoon met een handicap niet aan deelneemt, maar die hem wel betreft, telt voor één ondersteuning.

Indien de ondersteuning bestaat uit een extern bezoek zonder de persoon met een handicap, met als doel het verwezenlijken van zijn geïndividualiseerd project, dan wordt dit bezoek verrekend als een ondersteuning.

Art. 27. De prestaties die in het kader van de specifieke acties zoals opgesomd in artikel 5, met uitzondering van het begeleid wonen, en in het kader van de geconventioneerde opdrachten zoals bedoeld in artikel 6 door dienst uitgevoerd worden, worden niet meegerekend voor het aantal personen met een handicap en het aantal ondersteuning zoals bedoeld in artikelen 25 en 26.

Art. 28. De specifieke actie "ondersteuning van de kinderopvangvoorziening", zoals bedoeld in artikel 5, 1°, wordt georganiseerd in het kader van geprivilegieerde partnerschappen met referentiepersonen van het Office de la Naissance et de l'Enfance, namelijk door de behoeften inzake informatie en sensibilisering van de opvangvoorzieningen te beantwoorden. Het betreffende kind met een handicap wordt niet noodzakelijkerwijs door de dienst aangeduid.

Art. 29. De specifieke actie “opvanghalte” zoals bedoeld in artikel 5, 2° maakt de gelijktijdige opvang van minstens 3 kinderen mogelijk en biedt ten minste 70 opvangperiodes per jaar aan.

Een opvangperiode stemt overeen met een halve dag.

Art. 30. De specifieke actie “hulp bij inclusie op school” zoals bedoeld in artikel 5, 3°, betreft per jaar :

1° ofwel ten minste 6 personen met een handicap en wordt concreet vertaald in minstens 120 ondersteuning
zoals bepaald in artikel 26;

2° ofwel ten minste 12 personen met een handicap en wordt concreet vertaald in minstens 240 ondersteuning
zoals bepaald in artikel 26;

3° ofwel ten minste 18 personen met een handicap en wordt concreet vertaald in minstens 360 ondersteuning
zoals bepaald in artikel 26;

De beslissing tot erkenning van een dienst die deze specifieke actie uitvoert, verduidelijkt de drempel die hij moet naleven.

Art. 31. De specifieke actie “extra-sitting” zoals bedoeld in artikel 5, 4°, wordt uitgevoerd ten belope van :

1° ofwel minstens 750 oppasuren per jaar;

2° ofwel minstens 1.300 oppasuren per jaar;

3° ofwel minstens 2.800 oppasuren per jaar;

waarvan ten minste een derde voor personen die over het statuut van zware zorgbehoevendheid beschikken.

De beslissing tot erkenning van een dienst die deze specifieke actie uitvoert, verduidelijkt de drempel die hij moet naleven.

Art. 32. De specifieke actie “organisatie van vrijetijdsbesteding” zoals bedoeld in artikel 5, 5°, biedt :

1° ofwel minstens 75 activiteitenperiodes per jaar;

2° ofwel minstens 150 activiteitenperiodes per jaar.

Een activiteitenperiode stemt overeen met een halve dag of een avond van activiteiten.

Een volledige dag van activiteiten stemt overeen met twee periodes.

Bij een residentieel verblijf stemmen een dag en nacht overeen met 4 periodes.

De activiteitenperiodes worden verrekend zonder het aantal aanwezige personen in aanmerking te nemen.

De beslissing tot erkenning van een dienst die deze specifieke actie uitvoert, verduidelijkt de drempel die hij moet naleven. Deze beslissing preciseert ook of de dienst deze actie uitvoert voor personen die over het statuut van zware zorgbehoevendheid beschikken. In dit geval zorgen de activiteiten voor de opvang van ten minste 6 personen met een handicap, waarvan er 2 over het statuut van zware zorgbehoevendheid beschikken, ofwel van ten minste 3 personen met een handicap die over het statuut van zware zorgbehoevendheid beschikken.

Art. 33. De specifieke actie “ondersteuning bij kritieke situaties” zoals bedoeld in artikel 5, 6° betreft ten minste zes personen met een handicap per jaar.

De beslissing tot erkenning van een dienst die deze specifieke actie uitvoert, preciseert of de dienst deze actie uitoefent ten behoeve van personen die beschikken over het statuut van zware zorgbehoevendheid. In dit geval maken de activiteiten het mogelijk om ten minste 6 personen met een handicap die over het statuut van zware zorgbehoevendheid beschikken, te helpen.

Art. 34. De specifieke actie “begeleid wonen” zoals bedoeld in artikel 5, 7°, biedt :

1° ofwel ten minste 3 plaatsen;

2° ofwel ten minste 5 plaatsen;

3° ofwel ten minste 7 plaatsen;

aan huisvesting voor personen met een handicap.

De beslissing tot erkenning van een dienst die deze specifieke actie uitvoert, verduidelijkt de drempel die hij moet naleven.

Afdeling 6. — Normen in verband met de verhoudingen tussen de dienst en de gehandicapte persoon

Art. 35. De dienst stelt een huishoudelijk reglement op. Dit reglement vermeldt ten minste :

1° de rechten en plichten van de dienst ten aanzien van de gehandicapte persoon;

2° de rechten en plichten van de gehandicapte persoon;

3° de evaluatie van het geïndividualiseerd project van de gehandicapte persoon, iedere 18 maanden;

4° de modaliteiten voor de deelname van de personen met een handicap aan de activiteiten en ondersteuning die door de dienst worden uitgevoerd;

5° de modaliteiten voor het indienen van de informatieaanvragen en klachten en hun behandelingsmethode;

6° de maatregelen die worden uitgevoerd wanneer een begunstigde de werkingsregels overtreedt of wanneer het materiaal met opzet beschadigd wordt;

7° de namen van de persoon die instaat voor het dagelijkse beheer van de dienst en van de voorzitter van de raad van bestuur;

8° de bepalingen die ingeschreven zijn in artikels 39 tot 44, rekening houdend met de specifieke acties bedoeld in artikel 5 waarvoor de dienst erkend is;

9° de bepalingen in toepassing van artikel 45;

10° de vermelding van de risico's die gedekt worden door de verzekeringen die de dienst heeft afgesloten;

11° de gegevens van de Dienst PHARE en de inspectiedienst van de SPFB.

Dit document wordt opgesteld en regelmatig herzien in overleg met de personeelsleden en met inbegrip van de participatie van de gehandicapte personen.

Art. 36. In het kader van de opdrachten omschreven in artikels 3 en 4 wordt er door de dienst en de gehandicapte persoon een geschreven begeleidingsovereenkomst afgesloten en ondertekend.

Deze overeenkomst vermeldt ten minste :

- 1° de identiteit van de partijen;
- 2° de datum waarop de overeenkomst van kracht wordt en de duur ervan;
- 3° de doelstellingen van het geïndividualiseerd project;
- 4° het geïndividualiseerd project;
- 5° de modaliteiten volgens dewelke de overeenkomst gewijzigd, aangevuld of opgezegd kan worden;
- 6° de evaluatiemodaliteiten van de uitvoering van de overeenkomst; de gehandicapte persoon neemt deel aan deze evaluatie;
- 7° het bedrag van de financiële bijdragen bedoeld in artikels 40 tot 44, alsook de modaliteiten van hun storting;
- 8° de datum van ondertekening.

Elke partij ontvangt een ondertekend exemplaar van de overeenkomst.

Het dienstenproject en het huishoudelijk reglement van de dienst, zoals bepaald in de artikelen 16 en 35, worden toegelicht en tegen ontvangstbevestiging aan de gehandicapte persoon afgegeven.

Art. 37. De begeleidingsovereenkomst wordt aangevuld met een specifiek aanhangsel indien de dienst aanvullend voor de persoon met een handicap een van de volgende in artikel 5 bedoelde specifieke acties ontwikkelt : opvanghalte, hulp bij inclusie op school, ondersteuning bij kritieke situaties, begeleid wonen.

Dit aanhangsel preciseert een datum van inwerkingtreding, een duur en het eventuele bedrag van de financiële bijdrage; de doelstellingen en de inhoud van het geïndividualiseerd project worden aangevuld.

In het kader van de specifieke actie "begeleid wonen", zoals bedoeld in artikel 5, 7°, bevat dit aanhangsel de terbeschikkingstelling van een woning voor bepaalde duur, ondertekend door de persoon met een handicap en de dienst.

Art. 38. In het kader van de basisopdrachten die in artikels 3 en 4 omschreven worden en de specifieke acties bedoeld in artikel 37 wordt er op naam van de gehandicapte persoon met wie een overeenkomst ondertekend is een gecentraliseerd individueel dossier geopend.

Dit dossier bevat ten minste :

- 1° de aanvraag en/of het rapport van het eerste gesprek met de gehandicapte persoon;
- 2° de begeleidingsovereenkomst zoals beschreven in artikels 36 en 37;
- 3° de ontvangstbevestiging van het dienstenproject en het huishoudelijk reglement door de gehandicapte persoon bij ondertekening van de begeleidingsovereenkomst;
- 4° de individuele gegevens die vereist zijn voor de uitvoering van de overeenkomst;
- 5° De tot stand gebrachte ondersteuning, zoals beschreven in artikel 26, met vermelding van de inhoud, de datum en het aantal prestaties, waarbij gepreciseerd wordt of deze zich verhouden tot de basisopdrachten beschreven in artikels 3 en 4 of tot een van de specifieke acties opgenomen in artikel 37; deze precisering is niet verplicht in het kader van de specifieke actie "begeleid wonen";
- 6° de opvolging en evaluaties van de uitvoering van de overeenkomst.

Art. 39. De dienst mag zijn tussenkomsten aan andere voorwaarden koppelen dan die bedoeld in artikels 40 tot 44.

Art. 40. De persoon met een handicap draagt bij tot de kosten van de dienst waarmee hij of zij een overeenkomst afgesloten heeft en stort hiervoor een maandelijkse financiële bijdrage aan de dienst.

Deze bijdrage ligt tussen € 1,70 en € 17,00, in functie van de criteria die opgesteld zijn door de dienst, en houdt rekening met de bestaansmiddelen van de belanghebbende.

Art. 41. In het kader van de specifieke actie "opvanghalte", bedoeld in artikel 5, 2°, overschrijdt de financiële bijdrage niet de door het Office de la Naissance et de l'Enfance toegepaste barema's.

Art. 42. In het kader van de specifieke actie "extra-sitting", bedoeld in artikel 5, 4°, ligt de financiële bijdrage tussen de € 1,70 en € 7,00 per uur, in functie van de criteria die vastgesteld zijn door de dienst, rekening houdend met de bestaansmiddelen van de betrokkene.

Deze bijdrage wordt aangevuld met de verplaatsingskosten van de persoon die de extra-sitting verzorgt.

Art. 43. In het kader van de specifieke actie "organisatie van vrijetijdsbesteding", zoals bedoeld in artikel 5, 5°, neemt de persoon met een handicap de kosten voor zijn of haar verblijf, verplaatsing en activiteiten ten laste.

Niettemin stemt de financiële bijdrage die voor een vrijetijdsbesteding van een zwaar zorgbehoevende verschuldigd is overeen met de kosten voor het verblijf en de activiteiten, met daarbovenop per periode een bedrag van € 5 of € 10 indien de verplaatsing "woonplaats - plaats van activiteit" inbegrepen is.

Art. 44. In het kader van de specifieke actie "begeleid wonen", bedoeld in artikel 5, 7°, betaalt de gehandicapte persoon de kosten voor de bewoning van de woning die ter beschikking wordt gesteld en de daarmee samenhangende lasten aan de dienst terug.

Art. 45. De deelname van de gehandicapte personen voorzien in artikel 71, 3° van het decreet vertaalt zich in een jaarlijks raadgevend proces dat aangepast is aan de specifieke kenmerken van de gehandicapte personen en door de dienst bepaald wordt.

Afdeling 7. — Normen in verband met de verhoudingen tussen de dienst en de dienst PHARE

Art. 46. De dienst maakt tegen 30 juni van het boekjaar volgend op het betreffende boekjaar aan de dienst PHARE een activiteitenverslag over.

Dit verslag omvat ten minste :

1° geglobaliseerde informatie over het aantal begeleide personen met een handicap, zoals de leeftijd, het geslacht, de handicap, de woonplaats, het voorwerp van de begeleiding, de doelstellingen en de resultaten, waarmee de naleving van de in artikels 29 tot 34 toegelichte criteria geverifieerd kan worden. Hierbij wordt er een onderscheid gemaakt tussen de in artikels 3 en 4 bedoelde opdrachten en elk van de in artikel 5 bedoelde specifieke opdrachten;

2° het totale aantal in artikel 26 bepaalde ondersteuning voor de opdrachten bedoeld in artikels 3 en 4;

3° de evaluatie van de uitvoering van het dienstenproject bedoeld in artikel 16;

4° de opmerkelijke feiten van de activiteit van de dienst;

5° de modaliteiten voor de verwezenlijking van een netwerk in overeenstemming met de bepalingen van artikel 71, 5° van het decreet;

6° de middelen die ingezet worden om de participatie en de inclusie van gehandicapte personen te bevorderen;

7° geglobaliseerde gegevens betreffende het tewerkgestelde personeel en de veranderingen die in de loop van het jaar opgetreden zijn;

8° de modaliteiten en de resultaten van de interne evaluatie bedoeld in artikel 102 van het decreet;

9° de perspectieven wat betreft de evolutie van de dienst op het vlak van activiteiten en organisatie.

Art. 47. De dienst deelt aan de Dienst PHARE tegen 30 juni van het boekjaar dat volgt op het betrokken boekjaar het nationaal nummer en de aanvangs- en einddatum van begeleidingsovereenkomsten van gehandicapte personen met wie hij een overeenkomst, bedoeld in artikels 36 en 37, ondertekend heeft, mee.

De dienst PHARE integreert deze informatie in de individuele dossiers van de gehandicapte personen waarover hij beschikt.

Art. 48. De dienst brengt de Dienst PHARE binnen de vijftien dagen op de hoogte van iedere wijziging in verband met de erkennings- en subsidiëeringsvoorwaarden, evenals van iedere wijziging betreffende het personeel bedoeld in artikel 18.

Voor elk personeelslid bedoeld in artikel 18 maakt de dienst binnen de vijftien dagen vanaf zijn aanwerving de kopie van diens arbeidsovereenkomst, evenals ieder bewijs dat het personeelslid voldoet aan de reglementaire voorwaarden betreffende zijn functie en zijn anciënniteit aan de Dienst PHARE, over. Enkel de elementen die onmisbaar zijn voor de berekening van de subsidies worden aan de Dienst PHARE bezorgd.

Art. 49. Wat betreft het bijhouden van de rekeningen stemt het boekjaar overeen met het kalenderjaar.

De dienst maakt tegen 30 juni van het boekjaar dat volgt op het betrokken boekjaar zijn rekeningen en balans, zoals die bij de Nationale Bank van België en bij de Griffie van de Handelsrechtbank neergelegd zijn, aan dienst PHARE over. In het laatste geval wordt het bewijs van indiening bijgevoegd.

Art. 50. De dienst maakt tegen 30 juni van het boekjaar volgend op het betreffende boekjaar aan de dienst PHARE het verantwoordingsdossier voor de subsidies, bedoeld in artikel 73, over.

Art. 51. De SPFB stelt de modaliteiten voor de overdracht van de informatie bedoeld in dit hoofdstuk vast.

HOOFDSTUK 4. — *Subsidies**Afdeling 1. — Algemene modaliteiten voor de toekenning van de subsidies*

Art. 52. De aan een erkende dienst verschuldigde subsidie is jaarlijks.

Ze wordt gestort onder de vorm van maandelijks voorschotten, en dit ten laatste op de laatste werkdag van de maand die voorafgaat aan de maand waarvoor ze worden toegekend.

Ze wordt door de SPFB vereffend na onderzoek van het verantwoordingsdossier bedoeld in artikel 73.

Art. 53. Het maandelijks voorschot houdt rekening met de erkende categorie bedoeld in artikel 25, de erkende specifieke acties bedoeld in artikel 5, de geconventioneerde opdrachten bedoeld in artikel 6, de evolutie van het personeel uit artikel 18 wat betreft het aantal, de functie, de anciënniteit en de prestaties, en dit binnen de grenzen vastgelegd in afdeling II van dit hoofdstuk.

Bij het overschrijden van de in artikel 48, lid 2 vastgestelde termijn zal bij de berekening van de maandelijks voorschotten pas op de eerste dag van de maand volgend op de ontvangst van de documenten rekening gehouden worden met de wijziging van het personeel.

Art. 54. Wanneer de SPFB vaststelt dat de aan de dienst gestorte maandelijks voorschotten hoger zijn dan de jaarlijks verschuldigde subsidies, dan wint hij het teveel aan ontvangen voorschotten over een periode van maximaal 12 maanden terug na overleg met de directie van de dienst via compensatie met de volgende maandelijks voorschotten die gestort worden voor het lopende jaar.

Deze terugwinning kan uitzonderlijk en op vraag van de dienst van voorwaarden en termijnen afhankelijk gesteld worden. De SPFB stelt een aflossingsplan op.

Art. 55. Wanneer de SPFB vaststelt dat het teveel aan voorschotten die door de dienst ontvangen zijn, voortkomt uit bewust verkeerde informatie die door de dienst bezorgt werd of uit zware beheersfouten, dan krijgt de SPFB het onverschuldigde bedrag in één keer terug.

In deze veronderstelling bezorgt de SPFB aan het Collegelid een voorstel voor de opstart van de procedure tot intrekking van de vergunning.

*Afdeling 2. — Subsidiëring van de basisopdrachten**Onderafdeling 1. — Subsidiëring voor personeelskosten*

Art. 56. De jaarlijkse subsidiëring van de personeelskosten bedoeld in artikel 18 en bestemd voor de in artikels 3 en 4 bedoelde basisopdrachten, is op elk moment van het jaar beperkt tot de volgende normen :

- dienst van categorie 1 : 1,5 voltijds equivalent, waarvan maximum 0,25 voltijds equivalent in de directiefunctie;
- dienst van categorie 2 : 2,5 voltijds equivalenten, waarvan maximum 0,5 voltijds equivalent in de directiefunctie;
- dienst van categorie 3 : 3,5 voltijds equivalenten, waarvan maximum 0,75 voltijds equivalent in de directiefunctie;
- dienst van categorie 4 : 4,5 voltijds equivalenten, waarvan maximum 1 voltijds equivalent in de directiefunctie;
- dienst van categorie 5 : 5,5 voltijds equivalenten, waarvan maximum 1 voltijds equivalent in de directiefunctie.

Het aantal gesubsidieerde tewerkstellingen voor werknemers die houder zijn van een mastertitel, mag niet overschrijden :

- dienst van categorie 1 : 0,5 voltijds equivalent :
- dienst van categorie 2 : 1 voltijds equivalent :
- dienst van categorie 3 : 1,5 voltijds equivalent :
- dienst van categorie 4 : 2 voltijds equivalenten;
- dienst van categorie 5 : 3 voltijds equivalenten.

In afwijking van het vorige lid kan het Collegelid op vraag van de dienst, als deze gerechtvaardigd is door het project en het specifieke karakter van de begeleide personen met een handicap, een overschrijding van deze norm toekennen behoudens gunstig advies van de Dienst PHARE.

Art. 57. De subsidie dekt de gemaakte personeelskosten en is beperkt tot de berekening die gemaakt wordt op basis van de barema's die in bijlage I NM van het NM-besluit vastgesteld zijn, en bevat de werkgeverslasten en andere voordelen die in bijlage V NM van het NM-besluit vastgesteld zijn op basis van de anciënniteit die in bijlage IV NM van het NM-besluit vastgesteld is.

De baremaschalen die met iedere functie overeenstemmen, zijn vastgelegd in bijlage II NM van het NM-besluit.

Art. 58. De subsidie dekt bovendien een vergoeding voor de gesubsidieerde directeurs van de diensten die in de categorieën 4 of 5 erkend zijn, en dit volgens de volgende modaliteiten :

1° de directeurs die houder zijn van een universitair of gelijkgesteld diploma op 31 december 2000, krijgen een vergoeding van 5 % berekend op basis van hun barema;

2° de andere directeurs krijgen een vergoeding die overeenstemt met het verschil tussen hun barema en het barema van een directeur die houder is van een universitair diploma.

Art. 59. Een subsidie die overeenstemt met maximaal 1 percent van de subsidie die in toepassing van artikels 56 tot 58 berekend wordt, wordt toegekend om de verantwoorde kosten inzake opleiding van het personeel te dekken.

De opleidingskosten kunnen bovendien kosten voor supervisie zijn en kosten van de evaluatie voor intern gebruik, zoals bedoeld door artikel 102 van het decreet.

Art. 60. De subsidie voor personeelskosten van een werknemer die begunstigde is van het Plan Tandem, wordt toegekend op basis van hetzelfde werkvolume als het werkvolume dat hij of zij presteerde voordat hij of zij zijn of haar prestaties tot een halftijdse betrekking verminderde.

Het bezoldigde prestatievolume van de werknemer die is aangeworven ter vervanging van de werknemer die zijn of haar prestaties van een driekwart-tijds of een voltijdse betrekking tot een halftijdse betrekking verminderde, wordt niet in aanmerking genomen.

De volgende kosten en bijdragen worden beschouwd als toelaatbare uitgaven van de subsidie voor personeelskosten van een werknemer die begunstigde van het Plan Tandem is :

1° de bezoldigingskosten, werkgeverslasten en andere voordelen die verband houden met de werknemer die begunstigde van het Plan Tandem is, zoals bepaald in bijlage V van het NM-besluit;

2° de bezoldigingskosten, werkgeverslasten en andere voordelen die verband houden met de werknemer die is aangeworven ter vervanging van de werknemer die zijn of haar prestaties tot een halftijdse betrekking verminderde in het kader van het Plan Tandem, zoals bepaald in bijlage V van het NM-besluit;

3° de bijdrage die in toepassing van het Plan Tandem gestort wordt aan het Sociaal Fonds "Old Timer".

Onderafdeling 2. — Subsidiëring voor algemene kosten

Art. 61. De jaarlijkse subsidie voor de algemene kosten is beperkt tot de volgende bedragen :

- dienst van categorie 1 : 14.000,00 euro;
- dienst van categorie 2 : 25 000,00 euro;
- dienst van categorie 3 : 32 000,00 euro;
- dienst van categorie 4 : 41 000,00 euro;
- dienst van categorie 5 : 50.000,00 euro.

Art. 62. De subsidie dekt de gemaakte toelaatbare kosten die in bijlage 1 van dit besluit opgenomen zijn in verband met de in artikels 3 en 4 bedoelde basisopdrachten.

Art. 63. Deze subsidie kan de meerkosten dekken van de lonen van personeelsleden die de in artikel 56 vastgestelde functies overschrijden en gedeeltelijk door een andere overheid ten laste worden genomen.

Afdeling 3. — Subsidiëring van de specifieke acties

Art. 64. De jaarlijkse subsidie met betrekking tot de specifieke acties bedoeld in artikel 5 en waarvoor de dienst erkend is, dekt de personeelskosten en de algemene kosten die gemaakt zijn, volgens de verdeling bepaald door de dienst.

Art. 65. Voor de specifieke actie "ondersteuning voor de kinderopvangvoorzieningen" bedoeld in artikel 5, 1°, wordt de subsidie beperkt tot € 14.000.

Art. 66. Voor de specifieke actie "opvanghalte" bedoeld in artikel 5, 2°, wordt de subsidie beperkt tot € 16.000.

Indien de dienst 90% van het aantal personen en ondersteuning opgenomen in artikel 29 niet kan verantwoorden, wordt de subsidie naar verhouding verminderd.

Art. 67. Voor de specifieke actie "hulp bij inclusie op school" bedoeld in artikel 5, 3°, wordt de subsidie beperkt tot de volgende bedragen :

- in het kader van artikel 32, 1° : € 18.000;
- in het kader van artikel 32, 2° : € 36.000;
- in het kader van artikel 32, 3° : € 54.000.

Indien de dienst 90% van het in artikel 30 opgenomen aantal personen en ondersteuning niet kan verantwoorden, wordt de subsidie naar verhouding verminderd.

Art. 68. Voor de specifieke actie "extra-sitting", bedoeld in artikel 5, 4°, wordt de subsidie beperkt tot de volgende bedragen :

- in het kader van artikel 33, 1° : € 80.000;
- in het kader van artikel 33, 2° : € 140.000;
- in het kader van artikel 33, 3° : € 180.000.

Indien de dienst 90% van het uren opgenomen in artikel 31 niet kan verantwoorden, wordt de subsidie naar verhouding verminderd.

Art. 69. Voor de specifieke actie "organisatie van vrijetijdsbesteding", bedoeld in artikel 5, 5°, wordt de subsidie beperkt tot de volgende bedragen :

- in het kader van artikel 34, 1° : € 30.000;
- in het kader van artikel 34, 2° : € 52.000.

Indien de dienst erkend wordt om personen op te vangen die over het statuut van zware zorgbehoevendheid beschikken, worden deze bedragen verdrivoudigd.

Indien de dienst 90% van het uren opgenomen in artikel 32 niet kan verantwoorden, wordt de subsidie naar verhouding verminderd.

Art. 70. Voor de specifieke actie "ondersteuning bij kritieke situaties", bedoeld in artikel 5, 6°, wordt de subsidie beperkt tot € 33.000.

Indien de dienst erkend wordt om personen te helpen die over het statuut van zware zorgbehoevendheid beschikken, wordt dit bedrag opgetrokken tot € 99.000.

Indien de dienst 90% van het aantal geholpen personen opgenomen in artikel 33 niet kan verantwoorden, wordt de subsidie naar verhouding verminderd.

Art. 71. Voor de specifieke actie "begeleid wonen", bedoeld in artikel 5, 7°, wordt de subsidie beperkt tot de volgende bedragen :

- in het kader van artikel 36, 1° : € 12.000;
- in het kader van artikel 36, 2° : € 20.000;
- in het kader van artikel 36, 3° : € 30.000.

Art. 72. Het deel van de subsidie van de specifieke acties dat de personeelskosten dekt, is in overeenstemming met de bepalingen uit artikels 57 en 60.

Het deel van de subsidie van de specifieke acties dat de algemene kosten dekt, bevat de toegelaten kosten opgenomen in Bijlage 1 van dit besluit en eventueel meerkosten met betrekking tot het loon van personeelsleden die gedeeltelijk door een andere overheid ten laste worden genomen.

Afdeling 4. — Verantwoordingsdossier voor de subsidies

Art. 73. Het verantwoordingsdossier bevat volgende stukken :

1° wat betreft de personeelskosten :

- de individuele rekeningen van de werknemers;
- het attest C 450 bis van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;
- het attest van de FOD Financiën dat de betaling van de bedrijfsvoorheffing bewijst;
- de eindafrekening van de wetsverzekering;
- de definitieve eindafrekening van de arbeidsgeneeskunde;
- een samenvattende tabel met de opleidingskosten voor het personeel, met vermelding van het betrokken personeel, de aard van de gevolgde opleidingen en hun kostprijs;

2° wat betreft de algemene kosten (met inbegrip van de meerkosten met betrekking tot het loon, die op grond van artikels 63 en 72, lid 2, subsidieerbaar zijn) :

- de algemene balans;
- de tabellen met afschrijvingen van de vaste activa en van de giften en subsidies in kapitaal;
- het grootboek of de historiek van de algemene rekeningen.

De SPFB kan de lijst aanvullen met gevraagde stukken en kan met name alle verantwoordingsstukken die de boekhoudkundige documenten verantwoorden opvragen.

Art. 74. Het verantwoordingsdossier maakt een onderscheid tussen :

- de kosten met betrekking tot het personeel van de opdrachten bedoeld in artikels 3 en 4;
- de algemene kosten van de opdrachten bedoeld in artikels 3 en 4, alsook alle kosten met betrekking tot de specifieke acties, bedoeld in artikel 5, waarvoor de dienst eventueel erkend is;
- de opleidingskosten met betrekking tot het personeel van de opdrachten bedoeld in artikels 3 en 4.

Art. 75. De SPFB controleert het verantwoordingsdossier. Hij stelt het verschil tussen de som van de gestorte voorschotten en het bedrag van de verschuldigde subsidie vast.

Hij legt binnen de zes maanden na de ontvangst van het dossier met verantwoordingsstukken een voorstel van beslissing voor aan de dienst, op voorwaarde dat het dossier volledig en voldoende is. Vanaf de datum van ontvangst van dit voorstel beschikt de dienst over een termijn van zes weken om zijn opmerkingen mee te delen. Bij gebrek aan antwoord binnen deze termijn wordt het voorstel van de SPFB als aanvaard beschouwd.

Binnen een termijn van zes weken volgend op de datum van ontvangst van deze opmerkingen maakt de SPFB de definitieve afrekening van de subsidie over.

Art. 76. De financiële bijdragen worden van de subsidie afgetrokken, met uitzondering van de bijdragen bedoeld in artikel 40.

HOOFDSTUK 5. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 77. Worden opgeheven :

1° het besluit 2007/1131 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 mei 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor begeleiding en de diensten voor dovenvertolking;

2° het besluit 2016/5 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 februari 2016 in toepassing van artikel 20 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 met betrekking tot de inclusie van de persoon met een handicap.

HOOFDSTUK 6. — *Overgangsbepalingen*

Art. 78. De diensten die op 31 december 2017 erkend zijn, blijven erkend vanaf 1 januari 2018, op basis van de tabel die opgenomen is in bijlage 2.

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepalingen*

Art. 79. De in dit besluit opgenomen bedragen zijn gekoppeld aan de referentiegezondheidsindex van december 2017.

Vanaf 1 januari 2019 worden ze jaarlijks aangepast op 1 januari, rekening houdend met het indexcijfer van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna de gezondheidsindex genaamd, volgens de formule :

Art. 80. Treden in werking op 1 januari 2018 :

- 1° afdeling 4 van hoofdstuk 4 van het decreet;
- 2° artikel 82 van het decreet;
- 3° voor de diensten bedoeld in artikel 35 van het decreet : artikels 70, 71, 72, 74, 75, 77, 94, 95 en 102 van het decreet;
- 4° dit besluit.

Art. 81. Het Collegelid wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 1 maart 2018.

Voor het College :

De Minister-President van het College,
F. LAANAN

De Minister, Collegelid,
belast met het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,
C. FREMAULT

Bijlage bij het besluit 2017/1127 van 1 maart 2018 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de begeleidingsdiensten, dat afdeling 4 van hoofdstuk 4 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon ten uitvoer legt

**TOELAATBARE UITGAVEN VOOR DE VERANTWOORDING VAN DE ALGEMENE KOSTEN
VAN DE BEGELEIDINGSDIENSTEN**

61. DIENSTEN EN DIVERSE GOEDEREN
6110. Zorgen
61100. Aankopen van farmaceutische producten - courante producten
61101. Aankopen van klein verzorgingsmateriaal
61110. Aankopen van didactisch materiaal (terugbetaalbaar)
61111. Aankopen van didactisch materiaal (niet-terugbetaalbaar)
61112. Aankopen van grondstoffen voor artisanale activiteiten
61113. Aankopen van andere niet-personaliseerbare goederen voor onderwijs, therapie, en specifieke activiteiten buiten vrijetijdsbesteding
61120. Aankopen van niet-personaliseerbare goederen voor vrijetijdsbesteding buiten vakantie
61126. Aankopen van niet-personaliseerbare diensten voor vrijetijdsbesteding buiten vakantie
61130. Huren (met inbegrip van huurlasten)
61131. Vervoer
61132. Vrijetijdsbesteding (met inbegrip van voeding)
61133. Aangekochte vakanties
61150. Aankopen van klein keukenmateriaal
6117. Linnendienst
61170. Aankopen van klein beddengoed en leveringen
61171. Aankopen van huishoudlinnen
61180. Aankopen van producten voor de wasplaats
612. Personeelsbeheerkosten
61201. Opleidingskosten
61224. Abonnementen op professionele magazines en documentatie
61260. Extern sociaal secretariaat
613. Huur en huurlasten
61300. Huur gebouwen
61301. Erfpachten
61302. Huurlasten gebouwen
61303. Huur materiaal en uitrusting
614. Energie
61400. Stookolie verwarming
61401. Elektriciteit
61402. Gas
61403. Water
615. Onderhoud en herstellingen - aankopen
6152. Terreinen en constructies
61520. Schoonmaak
61521. Onderhoud en herstellingen buiten gebouwen
61522. Onderhoud en herstellingen binnen gebouwen
64523. Tuinonderhoud
61530. Onderhoud en herstellingen technische installaties
61531. Onderhoud en herstellingen keukeninstallaties en -uitrusting
61532. Onderhoud en herstellingen materiaal wasplaats
61533. Onderhoud en herstellingen niet-medisch of paramedisch materiaal

61535. Onderhoud en herstellingen materiaal en uitrusting voor onderhoud (met inbegrip van huur van kleine instrumenten)
61540. Onderhoud en herstellingen meubilair
61541. Onderhoud en herstellingen kantoomateriaal
61542. Onderhoud en herstellingen informaticamateriaal
616. Onderhoud en herstellingen - externe diensten
6162. Terreinen en constructies
61620. Schoonmaak
61621. Onderhoud en herstellingen buiten gebouwen
61622. Onderhoud en herstellingen binnen gebouwen
61623. Tuinonderhoud
6163. Installaties
61630. Onderhoud en herstellingen technische installaties
61631. Onderhoud en herstellingen keukeninstallaties en -uitrusting
61632. Onderhoud en herstellingen installaties en uitrusting van de wasplaats
61633. Onderhoud en herstellingen niet-medisch of paramedisch materiaal
61635. Onderhoud en herstellingen onderhoudsmateriaal en -instrumenten
61639. Verplichte controles uitgevoerd door derden
6164. Meubilair en rollend materieel
61640. Onderhoud en herstellingen meubilair
61641. Onderhoud en herstellingen kantoomateriaal
61642. Onderhoud en herstellingen informaticamateriaal
61643. Onderhoud en herstellingen rollend materieel
617. Verzekeringen
61701. Verzekeringen en burgerlijke aansprakelijkheid gehandicapte personen en personeel
61702. Verzekeringen diefstal, brand en schade
61705. Verzekeringen auto's en voertuigen van het instituut
61707. Omniumverzekeringen opdrachten
61708. Andere verzekeringen
618. Vervoer, verplaatsingen
61800. Brandstof voor dienstvoertuigen
61801. Huur dienstvoertuigen
61802. Vergaderkosten
61803. Kosten voor missies (1)
619. Andere algemene beheerskosten
6190. Kantoorbenodigdheden
61900. Kantoorbenodigdheden
61901. Informaticabenodigdheden
61902. Kosten voor vergaderingen en recepties
6191. Telefoon, fax en kosten in verband met postdiensten
61910. Telefoon, fax, internet, minitel
61911. Portkosten
6192. Honorering van derden

61920. Externe informaticadiensten (andere dan onderhoud en herstelling)
61921. Honoraria externe boekhouders
61923. Honoraria advocaten en notarissen
61924. Andere honoraria
61926. Reclame, aankondigingen en advertenties
61927. Lidmaatschapskosten van verschillende instellingen
62. VERGOEDINGEN, SOCIALE LASTEN ANDERE PERSONEELSKOSTEN (2)
6200. Bezoldigingen van het personeel
6210. Werkgeversbijdragen RSZ
6220. Wetsverzekering
6231. Weg van en naar het werk
6232. Arbeidsgeneeskunde
63. AFSCHRIJVINGEN
630. Dotaties afschrijvingen
6300. Afschrijvingen op kosten eerste vestiging
6301. Dotatie afschrijvingen immateriële activa
6302. Dotatie afschrijvingen bouwwerken
6303. Dotatie afschrijvingen installaties
6304. Dotatie afschrijvingen meubilair en rollend materieel
6305. Dotatie afschrijvingen gehuurde activa, financieringen en aanverwante rechten
6306. Dotatie afschrijvingen andere materiële activa
64. ANDERE EXPLOITATIELASTEN
640. Fiscale bedrijfslasten
64000. Onroerende voorheffing
64010. Belasting op het patrimonium van de VZW
64030 Verkeersbelasting
64040 kijk- en luistergeld
64050. Lokale belastingen (vuilnis, riolering, enz.)
65. FINANCIËLE LASTEN
650. Financiële lasten op schulden
6500. Lasten op langetermijnschulden
65001. Financiële lasten op huurschulden - financiering en gelijkgesteld
65002. Financiële lasten op langetermijnschulden
6501. Lasten op kortetermijnschulden
65010. Interesten voor leningen ingevolge vertragingen subsidies
65011. Financiële lasten op kortetermijnschulden
656. Diverse financiële lasten
65600. Bankkosten
669. Lasten op vorige boekjaren
669031. Inhalingen op vorige boekjaren
6691. Diensten en diverse goederen (onder te verdelen als de rekeningen 61)
6693. Afschrijvingen (onder te verdelen als de rekeningen 63)
6694. Andere bedrijfslasten (onder te verdelen als de rekeningen 64)
6695. Financiële lasten (onder te verdelen als de rekeningen 65)

(1) wanneer het gaat om dienstreiskosten met privévoertuig : op basis van de kilometervergoeding die jaarlijks door de federale overheid vastgesteld wordt in toepassing van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

(2) voor het personeel dat gedeeltelijk door een andere overheid ten laste is genomen en voor het personeel dat aangeworven is in het kader van de specifieke acties bedoeld in artikel 5.

Gezien om bijgevoegd te worden bij het besluit 2017/1127 van 1 maart 2018.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-President van het College,
F. LAANAN

De Minister, Collegelid,
belast met het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,
C. FREMAULT

Bijlage 2 bij het besluit 2017/1127 van 1 maart 2018 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de begeleidingsdiensten, dat afdeling 4 van hoofdstuk 4 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon ten uitvoer legt

**OP 1 JANUARI 2018 ERKENDE BEGELEIDINGSDIENSTEN
BELANGRIJKSTE OPDRACHTEN EN SPECIFIEKE ACTIES**

BEGELEIDINGSDIENSTEN - Erkenningen op 1/01/2018						
Onder-nemingsnr.	Benaming	Categorie art. 29	Voornaamste opdrachten			Data van einde erkenning
			Jonge kinderen art. 3, 1°	leerplichtige kinderen art. 3, 2°	Volwassenen art. 3, 3°	
433198733	La Braise	3		x	x	30/06/2020
402992834	Brailleliga	3		x	x	30/06/2020
406570550	ONA	3		x	x	30/06/2020
455030166	Réci-Bruxelles	3	x	x		30/06/2020
459260158	SAHAM	2			x	30/06/2020
472808187	SUSA-Bruxelles	4	x	x	x	30/06/2020
433820325	Triangle-Bruxelles	3	x	x		30/06/2020
449178987	Escale	2			x	30/06/2020
458328265	Famisol	3	x	x		30/06/2020
456072620	SAB	2			x	30/06/2020
442220723	Transition	4		x	x	30/06/2020
419728502	La Vague	3	x	x	x	30/06/2020
433484783	La Maison des Pilifs	3		x	x	30/06/2020
422466870	SISAHM	3		x	x	30/06/2020
415999643	Bataclan	3		x	x	30/06/2020
451682775	SAPHAM	4	x	x	x	30/06/2020
867514055	Les Tof-Services	3		x	x	31/03/2019
457928288	Ricochet	2			x	31/03/2020
841604563	Madras	2		x	x	14/12/2021
836246896	Saphir-Bruxelles	3	x	x		30/06/2022
836246896	L'Entre-Temps	1		x		31/10/2022
478230190	Info-Sourds	1			x	31/10/2018
408551132	Overschrijding	1		x	x	31/08/2022
811085591	Vivre et Grandir	1		x	x	30/06/2018
479458330	Cap Idéal	1			x	30/06/2019

BEGELEIDINGSDIENSTEN - Erkenningen op 1/01/2018	
Specifieke initiatieven	
bedrijfsnr.	811085591
Benaming	Vivre et Grandir Cap Idéal
	Ondersteuning van de kinderopvang voorzieningen art. 30
	Opvang halve art. 31
	Inclusie op school min 120 onderst voor min 6 PH art. 32, 1°
	Inclusie op school min 240 onderst voor min 12 PH art. 32, 2°
	Inclusie op school min 360 onderst voor min 18 PH art. 32, 3°
	Extra-sitting min. 750 u. art. 33, 1°
	Extra-sitting min. 1300 u. art. 33, 2°
	Extra-sitting min. 2800 u. art. 33, 3°
	Organisatie vrijetijd 75 periodes art. 34, 1°
	Organisatie vrijetijd 150 periodes art. 34, 2°
	Organisatie vrijetijd zware zorgbeh. 75 periodes art. 34 ZZ
	Organisatie vrijetijd zware zorgbeh. 150 periodes art. 34 ZZ
	Onderst kritieke situaties min. 6 pers art. 35
	Onderst kritieke situaties min. 6 pers PZZ art. 35 ZZ
	Huisvesting 3 à 4 pers. art. 36, 1°
	Huisvesting 5 à 6 pers. art. 36, 2°
	Huisvesting min. 7 pers. art. 36, 3°
	x

Gezien om bijgevoegd te worden bij het besluit 2017/1127 van 1 maart 2018.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-President van het College,

F. LAANAN

De Minister, Collegelid, belast met het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,

C. FREMAULT